

Contre **KADHAFI** Contre la **GUERRE IMPÉRIALISTE**

SOLIDARITÉ avec les **RÉVOLUTIONS ARABES**



Comme pour l'Irak ou l'Afghanistan, les puissances impérialistes prennent prétexte d'objectifs humanitaires pour intervenir en Libye. Pour autant, il est impossible de leur faire confiance et seuls les peuples pourront se débarrasser du tyran Kadhafi.

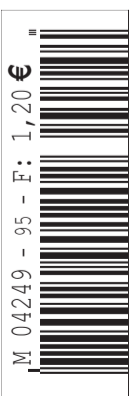
C'est bien une guerre que la coalition internationale a engagée en Libye après le vote par le Conseil de sécurité de l'ONU, le 17 mars, de la résolution 1973 qui autorise «une zone d'exclusion aérienne». En clair, l'ONU a donné son feu vert à l'intervention militaire des grandes puissances qui ont toute latitude pour bombarder le pays. Juppé plastronne, ce serait un «succès» qui aurait permis d'éviter «un bain de sang» à Benghazi. «Nous intervenons pour permettre au peuple libyen de choisir lui-même son destin»,

prétendait Sarkozy. Il ne se soucie guère du sort du peuple libyen lui qui, il y a peu, recevait en grande pompe Kadhafi, qui se déclare son ami. Il prend la pose du démocrate soucieux du droit des peuples dans le seul but de redorer son blason terni alors que la France a été pendant des années un des principaux vendeurs d'armes au dictateur.

Comment croire ces déclarations d'intentions hypocrites comme celles de l'ONU? Comment faire confiance, pour garantir le droit des peuples, aux vieilles puissances coloniales, à celles qui ont

soutenu pendant des années le dictateur? Comment les croire quand elles invoquent la démocratie et le droit des peuples? N'est-ce pas le même discours qui a justifié la guerre contre l'Irak ou en Afghanistan? Le mensonge est usé jusqu'à la corde. Même au sein du Conseil de sécurité, il n'y a pas eu l'unanimité. L'Allemagne, le Brésil, la Russie, la Chine, l'Inde, ont refusé de soutenir la résolution défendue par la France et l'Angleterre. La Turquie a protesté, la Ligue arabe, appelée à donner sa caution, traîne des pieds.

SUITE PAGE 2



Agenda

25 mars, «Faites» des régularisations, Paris 12°.

Le comité de soutien aux travailleurs sans papiers grévistes du 12° organise un repas solidaire et festif pour fêter les régularisations. RV à 19h30 au café associatif «La Commune» 3 rue d'Aligre (M° Faidherbe-Chaligny, Ledru-Rollin ou Gare-de-Lyon).

26 mars, révolutions arabes, manif, Paris. Soutien aux révolutions arabes et au peuple libyen. RV à 15 heures, place de la République.

26 mars, la Commune de 1871, hier et demain, Le Creusot.

Soirée d'information et de débat : actualité de la Commune, la Commune du Creusot et Jean-Baptiste Dumay. Avec la participation de La Mère En Gueule. RV à 17h30, salle Saint-Henri.

28 mars, réunion publique de soutien aux révolutions arabes, Maurepas.

Le NPA 78 organise une réunion publique sur le thème «Quels défis pour les révolutions arabes?», avec Omar Shafei (Égypte) et Adel Thabet (Tunisie). RV à 20h30 à la mairie de Maurepas, salle du conseil, place d'Auxois.

30 mars, révolutions, Grenoble.

Réunion publique «Tunisie, Égypte, Libye... Solidarité avec les révolutions», organisée par le NPA 38, avec Gilbert Achar et Omar El-Shafei. RV à 20 heures, Maison du tourisme de Grenoble.

30 mars, création d'un comité de soutien aux révolutions arabes, Longwy.

Le comité NPA de Longwy lance une invitation à créer un comité de soutien aux révolutions arabes.

RV à 20 heures à la Maison des Peuples, rue Politanski à Longlaville.
Contact : npalongwy@yahoo.fr

30 mars, soirée paix et justice en Palestine, Le Puy-en-Velay.

Projection du documentaire *Jaffa, la mécanique de l'orange* de Eyan Sivan. Débat animé par Julien Salingue, enseignant en sciences politiques et doctorant à l'Université Paris 8 À l'initiative du Collectif Palestine 43. RV à la Maison de la Citoyenneté, rue des Chevaliers-Saint-Jean. Entrée libre et gratuite.

2-3 avril, formation NPA, Haut-Doubs.

Le NPA Franche-Comté organise un stage de formation sur : oppression des femmes, internationalisme, réchauffement climatique, syndicalisme. Programme détaillé auprès de rachel.choix@wanadoo.fr

2 avril, santé, rassemblement, Paris.

Une campagne est lancée contre la casse de l'hôpital public et de la santé, dont le 2 avril est une échéance au niveau national. À Paris, un rassemblement est prévu. RV à 14 heures à Bastille.



Solidarité avec les révolutions arabes

SUITE DE LA PAGE 1

Pendant des semaines, les grandes puissances ont laissé les mains libres à Kadhafi pour réprimer, massacrer alors qu'il aurait fallu donner des armes aux insurgés, leur donner les moyens de résister, de renverser le dictateur. Mais ce n'est qu'après que ce dernier a repris l'initiative que la France, l'Angleterre, les USA ont décidé d'intervenir. Le général Carter Ham, commandant des forces américaines pour l'Afrique, a précisé : «*Nous n'avons pas pour mission de soutenir les forces d'opposition si celles-ci s'engagent dans des opérations offensives.*» Le soutien aux insurgés n'est pas leur but. Les USA dont la France jouent les zélés petits soldats ont saisi l'opportunité ouverte par la guerre civile déclenchée par Kadhafi pour tenter de reprendre la main sur la Libye comme sur l'ensemble de la région où sont concentrées les plus grandes réserves pétrolières du monde. D'ailleurs, ni les grandes puissances ni l'ONU n'ont eu le moindre mot de protestation quand les troupes de la monarchie moyenâgeuse d'Arabie saoudite sont entrées au Bahreïn pour venir au secours du roi face à la contestation

populaire. Il y a bien une offensive globale pour sauvegarder la stabilité de la région, canaliser, maîtriser le processus révolutionnaire, préserver les intérêts des groupes pétroliers et de ceux qui les servent, une offensive contre la révolte des travailleurs et des peuples.

À l'annonce de l'intervention militaire, les insurgés de Benghazi se sont réjouis. Cette dernière contraignait les mercenaires de Kadhafi à relâcher leur pression, elle était pour eux un soulagement attendu. Un soulagement mais pour combien de temps et à quel prix? Il y a tout lieu de penser que la guerre va durer. Juppé annonçait lundi que l'Otan était «disposée à venir en soutien» de la coalition internationale dans «quelques jours». Les grandes puissances sont engagées dans une fuite en avant qu'elles ne contrôlent même pas. L'intervention en Libye est un moment d'une guerre globale, celle des USA et de leurs alliés pour la domination du monde, le contrôle des richesses énergétiques, une bataille dont les peuples sont les fantassins et les victimes.

SOLIDARITÉ INTERNACIONALISTE

La réponse, c'est celles des insurgés eux-mêmes, c'est la révolte des travailleurs et des peuples du monde arabe, c'est notre solidarité internationaliste contre le dictateur, contre notre propre impérialisme. Le fait que le Parti socialiste comme les Verts se soient ralliés sans hésitation à Sarkozy n'est qu'une lamentable démonstration de plus qu'ils ne sont en rien des opposants à la politique de la droite. Tout aussi lamentable est le ralliement à l'ONU de Jean-Luc Mélenchon au nom du «devoir de protéger»!

Non, cette guerre n'est pas la nôtre, ni celle du peuple libyen, loin de défendre le droit des peuples, elle le brise. L'avenir, ce sont les révolutions en cours qui le portent, les seules réponses concrètes aux conséquences dramatiques de la domination des classes impérialistes comme des dictateurs.

Yvan Lemaitre

regards

Propos recueillis par Jean Semperay



Angelo Rinaldi

Zemmour en Muscadin

Angelo Rinaldi¹ a démissionné de la présidence de Défense de la langue française, cette association ayant décerné à Zemmour son prix Richelieu, attribué chaque année à un journaliste réputé pour son souci de la langue. L'académicien estime en effet qu'avec cette récompense se trouve légitimée une «propagande haineuse» contre des étrangers qui, triste ironie, se trouvent illustrer le rayonnement du français dans le monde, venant en majorité de pays francophones.

Ça fait du bruit dans les journaux, et aussi sur Internet, votre affaire à propos de Zemmour. Certains de dire qu'ainsi vous lui faites de la publicité.

D'autres, à en croire les messages chaleureux que j'ai reçus, verront peut-être dans ma démarche l'un de ces gestes que l'époque requiert. Voyez-vous, s'il avait connu ces contrôles au faciès auxquels on assiste sans arrêt dans le métro, un Léopold Sédar Senghor aurait eu toute chance d'arriver régulièrement en retard aux séances du dictionnaire de l'Académie...

Zemmour se pose en pourfendeur des «idées reçues» et du «politiquement correct».

Il se pose là! C'est lui, les idées reçues. Sous son bonnet d'enfant terrible du PAF, il n'y a que haines recuites et vieilleries. Le tableau d'une «douce France» abîmée par les métèques et menacée d'être submergée par de nouveaux barbares, ça ne date pas d'hier, tout de même. Quant au dernier chic, celui de l'anti-«politiquement correct», voilà bien une formule qui montre que les réactionnaires ne sont jamais à court d'astuces langagières pour tenter de faire croire qu'ils sont «modernes». Quel jargon que celui de ces tenants du «parler vrai» fustigeant la «langue de bois»! L'ironie de la chose est que la formule susdite est la réplique d'une expression américaine, en l'occurrence fort prisée des conservateurs de là-bas. La vice-présidente de l'association Défense de la langue française a objecté à ma démission qu'il ne fallait pas voir de politique dans l'attribution du prix Richelieu à qui vous savez. S'il est vrai, ce dont je doute, alors M. Zemmour, pour avoir sans cesse ce barbarisme à la bouche, devrait être invité à retourner à ses chères études.

Dans la même veine, on voit fleurir des slogans comme «Non à la dictature de la bien-pensance!» ou «Non à la pensée unique!» Cela ne veut strictement rien dire. Il n'y a là que brouillard et embrouille. La liberté, l'exercice du jugement, exige des mots qu'ils soient clairs pour tous, que leur sens ne se dérobe pas. Approximations, glissements et abus de langage en sont la négation, faisant le lit de l'irrationalité et du fourvoiement des esprits.

Et puis il y a le «droit-de-l'hommeisme», expression forgée pour moquer ceux qui céderaient à un coupable angélisme devant les

dures réalités, en fait ces «ringards» qui resteraient heurtés par les inégalités, la misère et l'asservissement. Avec ce dénigrement, dégoûtant de cynisme, et dont M. Sarkozy, d'ailleurs, est familier, on assiste à la mise en question de toute une tradition héritée des Lumières et de la Révolution française, et qui s'est perpétuée avec l'approfondissement des idées de justice sociale et de tolérance. Ces idées, maintenant largement constitutives de notre psychologie collective, il en est pour lesquels ça ne passe toujours pas et qui voudraient les extirper. Ceux-là me font penser aux émigrés de Coblenz rentrant en 1815, sûrs de leur fait et bien décidés à retrouver leurs privilèges d'Ancien Régime. Impossible pour eux de voir que le monde avait changé.

Il y a quand même eu la Restauration...

Et la Sainte-Alliance. Mais elles furent emportées par l'histoire. Certes, il y a eu d'autres épisodes de réaction, et terribles. Mais le sens général est irréversible, comme viennent de nous le rappeler les révolutions arabes. Pour être honnête, non sans surprise. Divine.

Bien sûr, des maquis blancs, il en existe, comme à toutes les époques. La nôtre a de même ses Muscadins, ces fils de famille ou parvenus qui, pendant la Révolution, précurseurs d'un langage brouillé, affectaient de parler en zézayant et sans prononcer la lettre R, l'initiale de République. Ils étaient aussi munis de forts gourdins. M. Zemmour – et avec quel succès récemment devant un contingent de députés UMP! – tape à bras raccourci sur ces lois dites liberticides que seraient les lois Gayssot de 1990 et Pleven de 1972. Entre l'une et l'autre, on voit la poursuite, lente, d'une trajectoire. La loi Pleven elle-même procède d'un acte de l'ONU de 1965 condamnant la discrimination raciale. Elle en élargit le champ. Présentés comme un étranglement graduel de la liberté d'opinion, ces progrès de la conscience universelle sont bel et bien des défaites historiques pour l'ancien monde, auxquelles nos «Petits Maîtres», comme on appelait aussi les Muscadins, ne sauraient se résigner sans peine.

Zemmour en Muscadin, il fallait y penser, surtout s'agissant de quelqu'un qui place son ambition de journaliste sous le patronage des

Voltaire et des Zola.

Mazette! Voltaire risquait sa peau. Le sachant, son jardin à Fernay était mitoyen de la frontière suisse, pour pouvoir s'y réfugier à la première alerte. Où avons-nous la tête? Zemmour se revendiquant de Zola, qui s'attaquait à rien de moins qu'à l'intouchable et redoutable institution militaire de son temps? Et pourquoi pas de Hugo, tant que nous y sommes, dans sa gloire d'exilé, ou de Michelet expulsé de sa chaire au Collège de France, ou encore de Mauriac menacé de mort pour avoir dénoncé dans *l'Express* la torture en Algérie? On notera au passage que tous ces grands protestataires étaient adossés à des œuvres capitales. Ce dont aucun de nos télépolémistes ou autres téléphilosophes ne peut se prévaloir.

Que répondriez-vous à ceux qui, au nom du libre-arbitre et de la lutte contre l'arbitraire, réclament une «liberté d'expression totale»?

La liberté d'expression n'est pas la liberté de propager sur la scène publique des préjugés et des mensonges, n'en déplaise à ces idéologues saucés *Rivarol*. Quant aux journalistes réellement animés du désir d'informer, mettre les pieds dans le plat ne saurait signifier se rouler dans la merde.

Et aux mêmes qui, dans la foulée, en viennent à déclarer que l'antiracisme relève d'un nouveau totalitarisme?

S'il est vrai, alors est aussi vraie l'équation suivante : racisme = démocratie... Où l'on voit bien que les mots sont des choses de première importance, pèsent de tout leur poids dans la balance de l'histoire. Certains l'ont très bien compris. Ainsi le baron Seillière, alors président du Medef, qui demandait à tel membre de l'Académie française de l'aider à trouver un terme pour remplacer celui d'ouvrier... Avec les mots, il s'agit d'une lutte constante, comme celle que menait un Frantz Fanon quand il écrivait : «*Le Nègre n'est pas, pas plus que le Blanc. [...] Non, je ne suis pas noir. Je n'ai pas le devoir d'être ceci ou cela.*» Évidemment, cette liberté-là, M. Zemmour ne peut l'entendre.

1. Derniers ouvrages parus : *Résidence des Étoiles* (Fayard, 2009), *Dans un état critique* (Les Empêcheurs de penser en rond/La Découverte, 2010).

Cantonales, reflet de la crise politique

Sans surprise, l'élection cantonale a donné lieu à une abstention massive. L'UMP en ressort affaiblie, la gauche renforcée, mais l'inquiétude provient des résultats du FN.

Cette campagne électorale est passée relativement inaperçue. Ce type d'élections ne passionne en général pas beaucoup tant les enjeux qu'elle recèle, pour tant réels, apparaissent opaques aux yeux d'une large frange de la population. L'actualité, chargée en événements dramatiques, de la Libye au Japon, y a aussi largement contribué.

Mais le caractère massif de l'abstention, près de 56%, est un phénomène plus profond. Elle exprime un niveau de défiance impressionnant vis-à-vis du monde politique institutionnel, rendu à juste titre responsable de la situation difficile, conséquence de la dégradation des conditions d'existence.

L'électorat qui s'est déplacé a lourdement sanctionné l'UMP. Avec un score d'environ 17%, le parti au pouvoir arrive loin derrière le principal parti d'opposition, le PS, qui totalise 25% des suffrages. C'est une véritable claque qu'ont reçue Sarkozy et Fillon. Cela confirme et amplifie le rejet exprimé aux régionales de l'an passé et constitue un signe supplémentaire de la crise profonde de la sarkozie.

La gauche* profite à l'évidence de ce désaveu. Malgré des difficultés de comptabilisation liées à la présence de nombreux candidats sans étiquette, la somme des voix qui se sont portées sur les candidats du PS, des Verts, du Front de gauche ou divers gauches se situe autour de 50%. Mais c'est le Front national, et c'est une très mauvaise nouvelle, qui profite le mieux de la

situation. Le score de 15%, enregistré dans un scrutin qui ne lui est traditionnellement pas favorable, est un succès. Le FN talonne l'UMP. Il a réussi à mobiliser plus que les autres, à récupérer les voix de droite que les sarkozystes avaient captées dans les élections précédentes. Ces 15% reflètent la montée perceptible dans l'opinion des idées et propositions nauséabondes du FN qui sont un vrai danger pour la vie démocratique, les droits sociaux des travailleurs, les sans-papiers.

Marine Le Pen profite à plein du débat sur l'identité nationale engagé par Besson. La politique sécuritaire, la xénophobie d'État du gouvernement Fillon participe pleinement à la dédramatisation du Front national. C'est aussi une nouvelle démonstration, comme dans d'autres pays d'Europe, des capacités de l'extrême droite à profiter des situations de crise économique en détournant le mécontentement de celles et ceux qui en souffrent.

Contre le FN, l'anticapitalisme

Ce résultat est d'autant plus inquiétant que les études d'opinions sur les abstentionnistes des cantonales, dont une partie va se déplacer à la présidentielle à venir, constitue une réserve de voix potentielle pour Le Pen. Le FN sera présent au second tour dans près de 400 cantons. Lorsqu'il est confronté au PS dans le cadre de duels ou de triangulaires, pas une seule voix ne doit manquer pour lui infliger une défaite. C'est une condition indispensable mais



non suffisante, de la contre-offensive. La solution n'est pas dans la construction et l'affirmation d'un front républicain, appelé de ses vœux par le PS mais qui divise la droite au pouvoir. Sarkozy et ses principaux lieutenants ont donné leur feu vert à l'approfondissement du dialogue avec le FN alors que, dans une posture gaulliste plus traditionnelle, Fillon et son entourage le plus proche se sont démarqués sur ce point. La poussée du FN est un défi pour la gauche radicale. Il est décisif de faire vivre et entendre un autre son de cloche, celui de la rupture anticapitaliste. Il faut s'adresser aux salariés, aux précaires, aux chômeurs, à la jeunesse, faire la démonstration que le programme du

FN ne constitue en rien une réponse à leurs préoccupations. Lorsque des millions de salariés et de jeunes se mobilisaient pour faire barrage à la réforme des retraites, on n'a pas entendu les leaders du parti d'extrême droite. Et pour cause, leur programme est antisocial. L'ennemi n'est pas issu de l'immigration, c'est la poignée de milliardaires et les gouvernements à leur service. La bataille politique des anticapitalistes, de toutes celles et ceux qui ne lâchent rien est décisive. Elle est devant nous.

Fred Borras

* Les résultats du NPA sont analysés en page 10.



Par Ingrid Hayes

DÉRIVE RACISTE : À PAS DE GUÉANT

On ne va pas faire mine de s'étonner que Claude Guéant ait refusé le titre d'«adhérent d'honneur» au FN, que lui proposait Marine Le Pen à la suite de ses déclarations scandaleuses sur l'immigration : « Les Français veulent que la France reste la France », et « à force d'immigration incontrôlée, ils ont parfois le sentiment de ne plus être chez eux ». En revanche, le choix de la surenchère raciste laisse pantois. Après les bateaux de Chantal Brunel, ces déclarations confirment le degré de violence de l'offensive en cours, qui ne vise pas seulement les musulmans mais les immigrés en général. On voit bien la logique à l'œuvre : pour remporter l'élection présidentielle, il faut retrouver la part de l'électorat frontiste qui avait voté Sarkozy en 2007, lui assurant la victoire. Sauf qu'on ne voit pas bien comment ce scénario pourrait se reproduire. Des raisons structurelles profondes, liées notamment à la crise économique, expliquent les difficultés de la droite traditionnelle à maintenir durablement une base sociale. Ces difficultés poussent à la fuite en avant dans une politique autoritaire et xénophobe. Mais une telle fuite en avant, loin de limiter la progression de l'extrême droite, la nourrit, et laisse entière, pour après 2012, la question des alliances que la nouvelle patronne du FN appelle de ses vœux.

De ce point de vue, les résultats des élections cantonales sont une leçon de choses. La dimension pathétique de ces déclarations à quelques jours du scrutin éclate au grand jour lorsque le FN talonne une UMP très affaiblie. Mais les divisions qui s'expriment au sein de la droite à propos du second tour sont une esquisse d'une discussion qui pourrait prendre une tout autre dimension.

Alors, stop ou encore ?

Eh bien, stop !

Il nous faut résister pied à pied et dans les fronts les plus larges contre le racisme d'État et toutes ses applications concrètes, et contester sur le terrain politique la prétention fallacieuse du FN à incarner une alternative. C'est urgent !

R. (Essonne)

leur monde

Justice ? Interpellation musclée par des policiers de la BAC (infiltrés en civil dans la manif du 15 janvier, à Tours) alors que je tente d'échapper à une charge policière : projeté à terre, je reçois ensuite un coup de matraque à la jambe, avant d'être menotté. Je suis conduit au commissariat où on me signifie ma garde à vue (GAV). Je suis accusé d'avoir jeté des pavés sur les CRS qui protégeaient le lieu du congrès du FN. Je nie catégoriquement. Les flics qui m'interrogent me disent que je peux sortir très vite si je me montre «raisonnable». Ils me déconseillent en plus de demander à voir un médecin et un avocat, au motif que cela ne fera que prolonger ma GAV. Celle-ci durera finalement 48 heures, durant lesquelles on me crée une fiche (photo, empreintes digitales, mais pas de prélèvement ADN : je suis désormais « connu des services de police ») et on m'interroge une seconde fois. Je ne change pas ma version d'un iota. L'attitude

des flics est globalement correcte, à part pour ceux de la BAC qui se comportent en cow-boys (« Toi, debout ! Viens ici ! Ton nom, ton adresse ! »). Au bout de deux jours de GAV je suis donc conduit au tribunal. Avant l'audience, la substitut du procureur tente de me faire accepter une comparution avec reconnaissance préalable de culpabilité (CRPC) : si je reconnais les faits, je m'en tire avec quelques mois de sursis. Je refuse tout net : je ne vais pas avouer une faute imaginaire pour leur faire plaisir ! Dans la foulée, j'apprends de la part d'un jeune homme arrêté en même temps que moi, qui a lui accepté la CRPC, qu'ils ont essayé de lui faire dire qu'on était de mêche dans les jets de pavés. Devant son refus, ils se sont rabattus sur les témoignages de flics qui m'auraient « formellement reconnu ». J'accepte cependant la comparution immédiate au lieu de demander un délai, sur les conseils de l'avocat commis d'office qui me défend. Avant

d'entrer dans la salle d'audience, j'ai le plaisir d'apprendre de la bouche d'un policier qu'un « comité de soutien » est présent (la « legal team », soit le comité antirépresseion local). La comparution est brève, moins d'une demi-heure. Le procureur s'acharne à me dépeindre comme un castagneur venu spécialement en découdre, et réclame deux mois avec sursis et 110 heures de travaux d'intérêt général (TIG). La présidente demande un complément d'information et renvoie le jugement à une nouvelle audience (avec interdiction de manifester jusqu'à sa tenue). Je repasse donc devant le tribunal le 24 février. Le procureur est le même, et après avoir fait l'éloge des forces de police, « en particulier à la lumière de ce qui se passe actuellement en Afrique du Nord » [sic], il m'accuse de provocation à cause de... la couleur de ma cravate (verte, comme le foulard que je portais lors de mon interpellation).

Aucun élément matériel n'étant disponible (juste la parole des flics contre la mienne), il faut bien trouver du grain à mouder ! La juge n'a vraisemblablement pas hésité longtemps puisqu'elle m'a condamné à trois mois avec sursis et 110 heures de travaux d'intérêt général (sans inscription au casier) soit exactement ce qu'a réclâmé le procureur. J'ai bien évidemment fait appel, mon audience devrait se tenir d'ici six mois. D'après mon avocat, à moins d'une vidéo ou d'une flopée soudaine de témoignages susceptibles de me disculper, je serai de nouveau condamné, sans doute même plus lourdement. J'ai conscience des risques, mais j'en fait une affaire de principe : je suis innocent, donc je fais appel. Laisser la justice bourgeoise m'accuser sans réagir reviendrait dans mon esprit à capituler.

Grève à la Poste le 29 mars: une occasion à saisir pour la contre-offensive

Toutes les fédérations syndicales de la Poste appellent à une journée de grève nationale, le 29 mars. Il faut faire de cette journée un succès, un point de départ de la nécessaire convergence des grèves locales.

La Poste n'est pas à l'aise parce qu'elle a été au centre du viseur des grands médias ces derniers temps. Les journaux de 20 heures de TF1 et France 2 ont diffusé des sujets qui établissaient un parallèle explicite avec France Télécom: des réorganisations incessantes, des suppressions d'emplois massives (-50 000 depuis 2002!), un management brutal... Mais la nouveauté la plus marquante, ce sont les bagarres victorieuses comme celle du Lauzet (Alpes-de-Haute-Provence) et surtout celle du 2^e arrondissement de Marseille. À Marseille 2, 100% du personnel, cadres compris, a tenu tête

et au bout de 139 jours de grève a remporté une victoire nette face à la direction, grâce au soutien de la population locale, d'une grande partie de la gauche... et d'une détermination sans faille!

Unifier les conflits

Au-delà de cette lutte exemplaire, les grèves contre les réorganisations sont incessantes à la Poste. Mais elles restent essentiellement menées bureau par bureau, chaque métier (facteurs, centres de tri, guichets) restant séparé des autres. La grève nationale du 29 mars doit être une occasion de se regrouper pour les postiers qui en ont assez. Et ils sont nombreux! Organiser des assemblées générales (AG) de l'ensemble des grévistes à l'échelle des villes ou des départements est déterminant: l'idée d'une grève reconductible nationale

germera plus facilement sur la base de liens tissés entre centres et entre métiers, si les postiers réalisent qu'ils peuvent avoir un impact en groupant leurs forces.

Se battre contre les suppressions d'emplois et... pour les salaires!

Si l'appel intersyndical du 29 mars insiste de manière correcte sur le combat contre les réorganisations, tout en oubliant de demander explicitement le retrait de la sécabilité, il n'en reste pas moins que les salaires des postiers sont misérables. Se battre pour un salaire minimum de 1 500 euros net et pour une augmentation générale de 300 euros net est une urgence. C'est aussi un mot d'ordre explosif parce qu'il peut mettre en mouvement toute une série de postiers qui ne sont pas directement

touchés à l'instant T par une réorganisation. Et parce qu'une grève sur les salaires dans la plus grosse entreprise du pays ne manquerait pas d'avoir un effet d'entraînement sur d'autres boîtes.

Xavier Guessou



(PHOTO THÉÂTRE ROUGE/MB)

ÉDUCATION NATIONALE Construire la lutte contre le gouvernement

Lorsqu'on observe l'ensemble des réformes et changements à l'œuvre dans l'Éducation nationale, on a l'impression d'un rouleau compresseur, désordonné, attaquant sur tous les fronts, dont le maître mot est la réduction des «coûts». Cela commence par la suppression de 16 000 postes d'enseignants cette année (soit près de 65 000 postes supprimés depuis 2007), alors que les effectifs d'élèves sont en hausse; puis le fichage des élèves avec Base-élève; les réformes des programmes du primaire à l'université, mettant en place le socle minimum au rabais et diminuant les heures d'enseignement. Il faut également inclure l'élévation du niveau de recrutement à bac+5 (au lieu de bac+3), diminuant le nombre de candidats au statut de fonctionnaire. Sans compter l'ouverture d'une discussion sur le statut de fonctionnaire et la généralisation du CDI dans la fonction publique d'État...

En réalité, la politique du gouvernement depuis cinq ans est un immense «Tetris», dont chaque pièce vient s'emboîter parfaitement avec les autres et dont la logique est de renforcer l'école de classe, d'assurer que les pauvres soient fichés dès le plus jeune âge et n'en apprennent pas plus que nécessaire à leur emploi, tout en mettant en avant une élite («l'excellence»), qui justifie la médiocrité de la majorité...

Il faut garder à l'esprit cette cohérence du gouvernement, pour ne pas tomber dans le piège des négociations hâtives (comme le font trop souvent les directions syndicales) et avancer sur un projet d'urgence, en positif, qui réclamerait:

- la création de 70 000 postes d'enseignants;
- des effectifs maximum de 20 élèves par classe;
- la titularisation de tous les précaires;
- le retour au tiers-temps pour les stagiaires;
- des augmentations de salaires!

Mais ce programme d'urgence ne peut s'obtenir que grâce à un mouvement d'ensemble. Ce qui signifie la nécessité d'un plan d'action mêlant journées d'action nationales et grèves locales, relayé et impulsé par les syndicats, dont le but serait une grève massive dans notre secteur. Bref: face à ce gouvernement de combat, il faut une stratégie radicale de luttes!

Révoltons-nous!

Le 19 mars, 30 000 enseignants, parents d'élèves et jeunes se sont mobilisés et ont manifesté dans toute la France, ce qui n'est pas ridicule pour une manifestation le samedi, alors qu'en plus cette journée apparaissait comme isolée. Actuellement, des assemblées générales d'enseignants et parents d'élèves se montent dans différents départements (93, 94, 92 nord...), des manifestations et appels à la grève locaux ont lieu. Cependant, les défaites des années passées et de l'automne sur les retraites, pèsent sur les enseignants et rendent plus difficile la mobilisation.

La prochaine étape de construction sera autour du 1^{er} avril, lorsque le nombre des suppressions de postes dans le primaire sera connu. Dès aujourd'hui, construisons une convergence entre le premier et le second degré, en lien avec les parents d'élèves et les jeunes. Cela passe par la mise en place d'assemblées générales dans les établissements, les villes, les départements, pour discuter tous ensemble des réformes, élaborer un projet pour l'éducation et construire la lutte contre Chatel et Sarkozy!

Raphaël Greggan



(PHOTO THÉÂTRE ROUGE/MILO)

Retraites complémentaires: des reculs qui s'ajoutent à des reculs

Dans la foulée de la contre-réforme des retraites, le Medef vient de renégocier avec les syndicats le régime des retraites complémentaires dont bénéficient tous les salariés du privé. L'enjeu est de taille puisqu'il s'agit de 35 à 40% de la pension des non-cadres et de 60 à 80% de celle des cadres.

Commencée il y a plus de trois mois dans la foulée du vote de la contre-réforme du régime général, la négociation Medef/syndicats de salariés concernant les retraites complémentaires gérées par l'Agirc* et l'Arcco* semble s'être terminée vendredi dernier. Pourtant l'accord précédent courrait jusqu'en juin 2011 et, pour l'essentiel, il s'agit d'un nouveau report des décisions essentielles.

Par des négociations de couloir, le Medef a tenté de décrocher la signature de au moins deux syndicats. Si la direction confédérale CFDT a l'air de vouloir accepter ce compromis, celles de FO et de la CFTC semblent faire de la résistance. Seules la CGT et la CFE-CGC ont clairement affirmé leur rejet du texte.

Déconnecté, en grande partie par méconnaissance de ses mécanismes complexes, du dossier du régime général des retraites, l'enjeu des complémentaires n'en est pas moins important.

En effet, la retraite des salariés du privé est constituée d'une partie versée par la Sécurité sociale et d'une autre versée par les régimes complémentaires Agirc pour les cadres et Arcco pour tous les salariés. Cette part complémentaire n'est pas négligeable puisqu'elle représente 35 à 40% de la pension pour les non-cadres, et 60 à 80% pour les cadres. De plus les inégalités de pension entre les femmes et les hommes, déjà fortes dans le régime de base, sont encore aggravées dans les régimes complémentaires. La pension Agirc moyenne des femmes représente seulement 40% de celle des hommes et 57% pour la pension Arcco. Ces caisses complémentaires, de droit privé, sont financées depuis 1983 et l'instauration de la retraite à 60 ans par l'AGFF*, alimentée par une cotisation sociale. L'accord maintient le principe de l'AGFF et de son financement jusqu'en 2018 alors que jusqu'ici il était prolongé pour de très courtes périodes à l'occasion de chaque négociation paritaire.

Il s'agit d'un régime «par points» dont le prix d'acquisition a, depuis plusieurs années, augmenté plus vite que celui de la réversion. En vingt ans, le taux de remplacement a baissé de plus de 30% dans chacun des régimes, ce qui est encore plus sévère que dans le régime de base. D'après l'accord, le taux de rendement des points serait stabilisé jusqu'en 2015, les bonifications familiales à 10% à partir de trois enfants avec un plafond de 1 000 euros et le taux de réversion maintenu à 60%. Mais rien sur le financement, le patronat étant arc-bouté sur son refus de cotisations supplémentaires et la volonté de fusionner, avec alignement par le bas, les deux systèmes, reste affirmée.

Si le financement est conforté jusqu'en 2030 par le report de l'âge de la retraite à 62 ans et 67 ans, il ne saurait suffire pour inverser la baisse des pensions et garantir la pérennité du système. Au-delà de la part importante qu'elles représentent dans les pensions des salariés, leur système par

points est une illustration des dangers que fait courir à l'ensemble des régimes de retraite leur transformation en régimes par points ou par comptes notionnels telle que la loi de novembre 2010 le laisse entrevoir à partir de 2013.

La relance des mobilisations sur la question des retraites devra prendre en compte aussi ces dispositifs avec l'objectif de garantir un taux de remplacement de 75% (Sécurité sociale et complémentaire), de revenir à une indexation sur l'évolution des salaires, d'améliorer les dispositifs de solidarité pour obtenir un système plus redistributif et de réduire les inégalités entre hommes et femmes.

Robert Pelletier

*Arcco: Association pour le régime de retraite complémentaire des salariés. Agirc: Association générale des institutions de retraite des cadres. AGFF: Association pour la gestion des fonds de financement de l'Agirc et l'Arcco.



Barheïn, le 19 mars. Des manifestants chiites crient des slogans contre le gouvernement. (REUTERS/HAMAD I MOHAMMED)

Maroc : en lutte pour la liberté, la dignité et la justice sociale !

À l'appel de groupes de jeunes sur les réseaux sociaux et dans un contexte régional et national de contestation, le mouvement dit du 20 février a vu le jour au Maroc. L'appel constitué autour d'un certain nombre de revendications pour la liberté, la dignité et la justice sociale (avec en premier lieu une Constitution démocratique votée par une Assemblée constituante élue démocratiquement), a été rejoint par une vingtaine d'ONG dont l'Association marocaine des droits humains (AMDH) et Attac-Maroc, les principales organisations de la gauche radicale et les deux principaux syndicats, l'Union marocaine du travail (UMT) et la Confédération démocratique du travail (CDT). L'appel du 20 février intervient au Maroc dans un contexte régional marqué par le processus révolutionnaire lancé en Tunisie puis en Égypte ; mais également dans un contexte national où les mobilisations sociales sont importantes depuis des années : révoltes dans les régions marginalisées (Sefrou, Sidi Ifni, Tata...) ; mouvements contestataires contre la hausse des prix, pour le droit à l'emploi, au logement... ; luttes ouvrières contre les licenciements (lutte des 850 mineurs de la Smesi, luttes dans plusieurs usines de l'axe industriel Casablanca - Mohammedia...).

Ce contexte de contestation au Maroc s'explique par la crise sociale, la répartition inéquitable des richesses et les atteintes aux libertés qui résultent de décennies de politiques libérales imposées, combinées à la politique répressive, obscurantiste et antisociale du pouvoir en place qui s'est construit un empire économique et financier aux dépens de la satisfaction des besoins élémentaires de la population.

Depuis le 20 février, des dizaines de milliers de personnes sont dans les rues.

Après une première vague de répression (un mort, des centaines de blessés et d'arrestations), le pouvoir pris de panique a essayé de mettre fin au mouvement en annonçant une série de mesures.

Le roi, dans son discours du 9 mars, a promis notamment une révision constitutionnelle, présentée en grande pompe dans les médias comme une avancée « démocratique », alors qu'elle ne répond nullement aux revendications du mouvement de contestation comme en témoignent le cadre et les constantes de cette révision (imposés par le roi dans son discours) : le régime reste monarchique, l'islam religion de l'État, le roi commandeur des croyants, l'unité nationale et territoriale.

Le mouvement de contestation n'a pas faibli après les annonces du pouvoir et les manifestations ont continué.

Le pouvoir a montré sa véritable nature en répondant par la terreur et l'extrême violence : carnages dans plusieurs villes le 13 mars (des centaines de blessés), intervention très violente à Khouribga face aux jeunes réclamant un emploi le 15 mars...

Mais le 20 mars, journée de mobilisation nationale, des centaines de milliers de personnes étaient encore dans les rues, dont 50 000 à Casablanca.

Malgré la répression du pouvoir et le silence complice des pouvoirs occidentaux et de leurs médias, la mobilisation continue de plus belle, la contestation ne cesse d'enfler. Ils peuvent arracher les fleurs, ils n'arrêteront pas le printemps rampant !

Jeanne Fanton et Mahmoud Tawri

Barheïn, Yémen, Syrie... Le souffle de la révolution

Dans la foulée des révolutions tunisienne et égyptienne, les populations de la péninsule arabique se révoltent contre leurs gouvernements, subissant parfois une féroce répression.

Après l'Afrique du Nord, des parties de la péninsule arabique sont entrées en ébullition politique et sociale à leur tour, depuis plusieurs semaines. Ces derniers jours ont cependant constitué un tournant important sur plusieurs points. Un premier changement résulte du renforcement important de la répression, conduisant jusqu'à l'étouffement provisoire de la Constitution, dans l'État insulaire monarchique du Bahreïn. Ce pays du Golfe, le premier à voir ses ressources pétrolières s'épuiser et donc ses recettes décliner, avait commencé à entrer en mouvement à la mi-février, les contestataires étant encouragés par l'exemple égyptien. Or, trois semaines après, les troupes du Conseil de coopération du Golfe (CCG) – donc celles des monarchies pétrolières plus riches, et en premier lieu de l'Arabie saoudite qui vient de réprimer des manifestations sur son propre territoire – ont franchi le pont séparant Bahreïn du grand pays voisin. Selon les chiffres, de 1 000 à 3 500 soldats saoudiens seraient entrés dans le pays. Si ces soldats n'interviennent pas directement (pour l'instant ?) dans la répression des manifestants, leur présence a en revanche libéré des forces de l'ordre de la

monarchie locale, en prenant en charge la protection des bâtiments publics par exemple. Aussi l'entrée des troupes du CCG signifie-t-elle un soutien symbolique très fort des monarchies voisines au roi du Bahreïn, leur « grand frère » commun – les USA – se taisant sur ce fait, en dehors de quelques critiques de méthode sur une répression qui va trop loin en fermant « toutes les portes du dialogue ».

En effet, le « dialogue », d'abord préconisé par le régime bahreïni, est définitivement révolu. Une vingtaine de manifestants ont été tués. La désormais célèbre place de la Perle, dans la capitale Manama, a été évacuée – il est même question maintenant de détruire son monument afin de ne laisser aucun symbole de la contestation –, l'état d'urgence a été décrété. Sept leaders de l'opposition ont été arrêtés. Celle-ci est parfois trop vite décrite comme étant simplement « chiïte ». Il est vrai que 70% de la population, dont la part la plus pauvre et déshéritée, sont chiïtes. Cependant, la gamme politique de l'opposition est large, englobant des habitants de confession chiïte mais partisans d'une démocratie – ou d'une monarchie constitutionnelle –, d'une république islamique ou encore des sunnites progressistes. Alors que l'Iran voisin ne

s'était pas ouvertement manifesté jusqu'ici, l'intervention ouverte de son rival saoudien et du CCG lui a donné l'occasion d'en faire une affaire régionale et de concurrence entre puissances. Ceci risque de prendre la contestation encore plus en étau. Il est important de préciser que la Garde royale du Bahreïn avait été formée... par la France.

Plus encourageant sont les signes qui viennent du Yémen, mais aussi depuis les tout derniers jours de la Syrie où des manifestations ont lieu dans de nombreuses villes – notamment du Sud – depuis le week-end. Néanmoins il faudra s'attendre à une répression très forte de la part du pouvoir baathiste. Au Yémen, en revanche, la répression semble avoir perdu de son effet intimidant sur les opposants qui réclament le départ du président Ali Abdallah Saleh, au pouvoir depuis 1979. Après que 52 personnes ont été tuées vendredi dernier, les défections au sein même du régime – englobant plusieurs officiers supérieurs de l'armée et des ambassadeurs yéménites, dont celui à Paris – sont désormais légion. Une partie des élites du pays est maintenant convaincue de l'échec du régime Saleh.

Bertold du Ryon

en bref...

« Tu n'es pas la bienvenue Mme Le Pen ». C'est avec ces mots que les jeunes lycéens de Lampedusa ont accueilli le lundi 14 mars la visite de Marine Le Pen et de Mario Borghezio, député européen de la Lega Nord (Ligue du Nord) qui réussit l'exploit d'être le plus raciste des membres de son parti. Le gouvernement italien et le ministre de l'Intérieur Maroni (membre de la LdN), ont décidé d'aggraver les conditions de vie des migrants qui débarquent à Lampedusa et des habitants de l'île. Ils ont enfermé quelques milliers de migrants dans un centre d'accueil de 850 places à peine, dans des conditions d'hygiène dramatiques et en bloquant toute procédure de demande d'asile. Des bateaux de la marine italienne patrouillent le bras de mer entre Lampedusa et l'Afrique à la recherche d'embarcations de migrants en provenance de Tunisie et de Libye. Ces poursuites

ont fait des dizaines de morts ces derniers jours : des bateaux se sont renversés au large et on pense qu'il y a eu des collisions avec des bateaux militaires. Cette zone de la Méditerranée confirme son statut tragique de cimetière de migrants. La stratégie du gouvernement est de rendre impossible l'entrée en Italie des migrants venus du Maghreb, en invoquant une situation d'urgence. En effet, de nombreux représentants institutionnels du gouvernement, même s'ils ne le soutiennent pas explicitement, espèrent que Kadhafi restera au pouvoir pour contrôler les flux migratoires qui traversent la Libye, ou bien que les nouveaux gouvernements de la zone tiendront les engagements du dictateur de Tripoli. L'hypocrisie de la droite italienne, mais aussi de larges secteurs du centre-gauche, qui insistent publiquement sur la nécessaire démocratie en

Libye, Tunisie et Égypte, est démentie par les accords commerciaux contractés avec Kadhafi, en pleine révolte libyenne. La vente d'armes à la Libye a été une des affaires les plus rentables du capitalisme italien. En échange, le régime libyen a signé un accord bilatéral avec l'Italie, s'engageant à bloquer les migrants qui traversent le désert libyen, en les enfermant dans des centres de rétention qui sont en réalité de véritables prisons où se déroulent toutes sortes d'abus et de discriminations. L'objectif du gouvernement Berlusconi est de faire de l'Italie l'avant-poste de l'Europe forteresse tout en soutenant autant que possible les dictatures dans les pays arabes côtiers. La loi italienne sur l'immigration est une des plus racistes d'Europe : elle ne prévoit pas le droit d'asile et elle impose une précarité forcée aux migrants qui entrent dans le pays. Ils sont considérés « travailleurs étrangers » exploitables,

sans droits et sans perspective de régularisation. Les luttes des migrants de l'année passée, de la révolte de Rosarno à l'occupation de la grue de Brescia, ont démontré pourtant que le combat social des migrants fait peur au gouvernement et à la Ligue du Nord. Il s'agit donc de multiplier ces mobilisations, y compris à Lampedusa.

Felice Mometti (traduction Pablo Seban)

Le drame

Japon: une catastrophe naturelle, nucléaire, humaine et sociale

Catastrophe naturelle

Au point de rencontre entre quatre plaques tectoniques, l'archipel nippon est familier des catastrophes naturelles. Sans pouvoir prédire sa date, les sismologues japonais savaient qu'un tremblement de terre majeur menaçait la côte de Miyagi ou la préfecture d'Ibaraki. Il est advenu le 11 mars dernier. D'une rare puissance, provoquant un raz-de-marée dévastateur, il a surpassé les pires cataclysmes auxquels a fait face le Japon dans son histoire moderne. Sur plusieurs centaines de kilomètres, la côte a été totalement dévastée, balayant des villes et des villages entiers. Le nombre de morts et de disparus ne fait qu'augmenter et il dépassera sans aucun doute la vingtaine de milliers déjà annoncée.

La détermination et l'endurance des Japonais ont largement été soulignées par la presse internationale éclipsant une tout autre réalité. Les habitants des préfectures sinistrées se sentent abandonnés par les autorités centrales. Les secours tardent à arriver. La catastrophe humanitaire qui se dessine au Japon et qui s'ajoute aux récents désastres au Pakistan, en Australie, dans l'océan Indien, en Haïti, à La Nouvelle-Orléans, nous rappelle qu'il n'est pas possible de s'en remettre aux seuls gouvernements pour gérer de telles crises.

Catastrophe nucléaire

À ce désastre déjà si terrible, s'en ajoute un autre, plus du tout naturel. La question n'est pas de savoir si la catastrophe nucléaire adviendra: elle est déjà là. Toute la zone autour de la centrale de Fukushima 1 est condamnée; et ce, pour très longtemps. La radioactivité, libérée jour après jour dans l'atmosphère, a commencé à contaminer au gré des vents et des précipitations une partie de l'archipel. Contrairement aux affirmations des autorités japonaises, il s'agit d'ores et déjà d'un accident de niveau 6 ou 7, bien plus grave que celui de Three Mile Island aux États-Unis (1979, de niveau 5), plus proche de Tchernobyl en Ukraine (1986, de niveau 7). Au jour où nous écrivons, la situation reste toujours hors de contrôle.

La question est maintenant de savoir jusqu'où cette catastrophe nucléaire – plus d'une fois annoncée – se développera. Il nous reste à espérer que les travailleurs de la centrale, les pompiers et les soldats envoyés sur le front radioactif pour tenter de refroidir piscines de stockage et réacteurs réussiront à éviter le pire. Bien des «liquidateurs» de Fukushima paieront de leur vie l'irresponsabilité criminelle du lobby nucléocrate, comme ce fut le cas pour des dizaines de milliers de «liquidateurs» de Tchernobyl sans lesquels il aurait fallu inventer un niveau 8 d'accident. En 2011 comme en 1986, nous leur devons beaucoup.

Catastrophe humanitaire

Au cours de son histoire, le Japon a fait face à de nombreux tremblements de terre et raz-de-marée destructeurs. En 1995, un séisme d'une magnitude de 8 sur l'échelle de Richter a détruit une grande partie de la ville de Kôbe dans le sud de l'île de Honshu. L'inefficacité des secours avait alors été vécue comme un drame national. On croyait le Japon depuis bien préparé. Pourtant, l'un des aspects les plus frappants de la crise actuelle est l'incapacité du gouvernement à apporter rapidement une réponse adéquate au drame que vivent les populations des zones sinistrées. Les victimes ne voient arriver les secours qu'au compte-goutte. Près de 500 000 personnes ont été évacuées des zones à risque autour de la centrale nucléaire de Fukushima et se retrouvent entassées dans des centres d'accueil de fortune alors que la température descend en dessous de zéro degré. Plusieurs dizaines de milliers de personnes restent isolées dans les villes dévastées sans eau ni vivres ni électricité. Les hôpitaux de la région gravement endommagés ne sont plus en mesure de prodiguer des soins aux personnes rescapées. Le risque d'épidémie menace. On doute que des leçons aient été tirées des catastrophes précédentes. Le Japon n'est pourtant ni Haïti ni le Pakistan mais la troisième puissance économique mondiale. Rappelons-nous cependant l'impotence tragique du gouvernement des États-Unis après que le cyclone Katrina, en 2005, a frappé La Nouvelle-Orléans.

Catastrophe sociale

Les inégalités se creusent au lieu de se réduire en temps de crises humanitaires. Cela a été vrai lors de toutes les grandes catastrophes vécues ces dernières années du fait de tsunamis, de séismes, de guerres, d'effondrements économiques... En minant les services publics, en dévalorisant les solidarités, en faisant de précarité vertu, la mondialisation capitaliste et les politiques néolibérales jettent encore de l'huile sur le feu des injustices. Quoi que l'on dise de ses «traditions», le Japon ne fait pas exception à la règle. Puissants et possédants tenteront de faire payer la facture aux travailleurs, aux pauvres, aux sans-pouvoirs.

Le gouvernement de Naoto Kan est au plus bas dans les sondages (17,8%). Un an et demi après sa victoire historique contre les conservateurs au pouvoir depuis 1955, le Parti démocrate japonais (PDJ) a abandonné toute volonté de mener une politique centrée sur l'amélioration des conditions de vie, la défense des retraites, la création d'un «filet de sécurité sociale», et la réforme du système politique comme l'annonçait sa campagne électorale. La catastrophe actuelle lui laisse un répit momentané, mais sa gestion de la crise ne saurait faire illusion. En témoigne la façon dont il a, contre toute évidence, et de concert avec l'entreprise responsable de la centrale de Fukushima – la Tokyo Electric Power Compagny (TEPCO) –, systématiquement minimisé «l'accident» nucléaire, considéré officiellement de niveau 4 puis, finalement, de niveau 5, alors que chacun peut constater qu'il est bien plus grave que celui de Three Mile Island.

Pierre Rousset, Danielle Sabai

Des articles d'analyse et des informations sur la situation au Japon et, notamment, sur l'évolution et les implications de la catastrophe nucléaire, sont régulièrement mis en ligne sur le site d'ESSF (europe-solidaire.org).
Pour les retrouver, utilisez le mot clé «Fukushima»: www.europe-solidaire.org/spip.php?mot7249



e japonais

Solidarité antinucléaire et financière...



(REUTERS/ISSEI KATO)

À la différence de la France, le Japon n'est pas une puissance atomique militaire; sa population a subi dans sa chair le feu des bombes d'Hiroshima et de Nagasaki, les plus graves des crimes de guerre. Cependant, dans le domaine «civil», elle a été comme en France victime d'un «consensus nucléaire» des élites qui a marginalisé toute critique et interdit tout choix démocratique. Elle se retrouve comme nous otage de la nucléocratie.

Tchernobyl avait montré, en 1986, ce qui se passait quand un État nucléaire entrait en crise. Fukushima montre aujourd'hui où conduit les mille petits et grands mensonges de la gestion du nucléaire le jour où l'événement inattendu se produit. Or, tout État entre un jour ou l'autre en crise; et l'imprévu est inévitable. Si nous n'y mettons pas le holà, Tchernobyl et Fukushima sont notre avenir.

Face à l'épreuve, la solidarité internationale est celle d'un combat commun contre un danger commun, pour briser ensemble le «consensus nucléaire» des élites, pour sortir ensemble du nucléaire. C'est ce sur quoi concluent nos camarades japonais dans un appel dont nous reproduisons ci-dessous des extraits. Les populations des zones sinistrées par le tremblement de terre, le tsunami et la catastrophe de Fukushima se retrouvent par millions dans des conditions extrêmement précaires. En cela aussi, elles ont besoin de notre appui. D'importantes ONG en France ont décrété qu'il n'était pas utile de collecter des fonds de solidarité, le Japon étant un pays riche. L'aide financière ne se justifierait alors que pour pallier un État défaillant du tiers monde. Elles n'ont apparemment tiré aucune leçon

du drame social de La Nouvelle-Orléans frappée par l'ouragan Katrina en 2005. Même dans les pays «développés», les plus démunis sont les moins bien secourus, les travailleurs doivent payer la facture de la crise. Qui peut en priorité quitter les zones à risque, recevoir du carburant ou des médicaments? Qui retrouvera demain un emploi parmi celles et ceux dont les entreprises ont été détruites – et à quelles conditions?

Nous voulons apporter un peu d'aide matérielle de plus dans une situation où les besoins sont immenses. Nous voulons que cette aide aille en priorité à «celles et ceux d'en bas». Nous voulons ce faisant contribuer à renforcer les mouvements sociaux militants, pour qu'ils puissent être les acteurs de la sortie de crise et défendre les intérêts des sans-pouvoirs à l'heure de la reconstruction. Nous voulons ainsi lier l'action dans l'urgence à l'action dans la durée, le combat humanitaire au combat social.

C'est dans cette optique que l'association Europe solidaire sans frontières a lancé un appel international à la solidarité financière. ESSF a des liens avec divers groupes au Japon. Pour l'heure, l'argent collecté sera envoyé en priorité à une coordination syndicale indépendante active dans la région de Miyagi/Sendai et de Fukushima, particulièrement sinistrée: le Zenrokyo (Conseil national des syndicats). Ce centre syndical a notamment noué, en France, des rapports avec Solidaires (en particulier avec Sud-PTT). Nous souhaitons collaborer avec d'autres initiatives engagées dans le même type de démarche, avec Via Campesina ou Attac, par exemple.

Pierre Rousset, Danielle Sabai

Un appel reçu du Japon (extraits)

«Le 11 mars 2011, à 14h30 (JST), la vaste zone du Japon oriental comprenant les régions du Nord-Est et de Kanto a été frappée par un tremblement de terre extrêmement violent, d'une magnitude 9. Ce séisme a donné naissance à un très puissant tsunami qui a dévasté de nombreuses agglomérations le long de la côte pacifique [...].

[Les] réacteurs de la centrale de Fukushima n° 1 – symbole du Japon comme «grande nation et puissance nucléaire» – appartenant à l'entreprise Tokyo Electric Power Co. (TEPCO), ont été endommagés et fragilisés. [Des] situations terribles se sont succédées, telles qu'explosions de gaz, incendies de bâtiments d'habitation, fonte du noyau de réacteurs, fuites de radiation et épanchements. Le risque d'assister à une catastrophe de type Tchernobyl semble devenir de plus en plus possible. Les résidents ont déjà reçu l'ordre d'évacuation dans un périmètre de 30 km autour de la centrale.

Dans ce Japon capitaliste riche et développé, il y avait des chômeurs et travailleurs précaires en nombre croissant. Les inégalités sociales se creusaient entre riches et pauvres. Les communautés rurales d'agriculteurs et de pêcheurs se désintégraient. Les politiques néolibérales du capital détruisaient les protections sociales. Ce sont aujourd'hui les secteurs sociaux victimes de ces évolutions qui sont les plus frappés par le tremblement de terre et le tsunami. [...]

Dans la zone de Miyagi et Fukushima [...], nos camarades et leurs co-travailleurs syndicalistes ont déjà commencé à agir

en aide aux populations souffrantes, pour défendre leur vie et leurs droits sociaux. La priorité la plus pressante est de procurer nourriture, carburant et abris pour les victimes et d'assurer un emploi à celles qui ont perdu leur lieu de travail. Nos camarades et leurs collègues s'engagent pour initier et étendre des initiatives populaires et autonomes au sein des masses laborieuses et les résidents locaux, toujours par leur auto-activité.

Nous appelons tous nos camarades et amis internationaux à apporter leur solidarité financière [à ces] activités [...].

De plus, nous en appelons à nos camarades et amis dans le monde à se mobiliser contre le nucléaire. [...] Intensifiez s'il vous plaît les campagnes globales pour s'opposer à l'énergie nucléaire [...]. Vos succès en ce domaine apporteront certainement un encouragement aux Japonais en souffrance et aux personnes évacuées, ainsi qu'à la résistance des travailleurs et des masses populaires ici.

Avec nos remerciements pour vos encouragements et pour la solidarité que vous avez manifestée à notre égard.

17 mars 2011, Ligue communiste révolutionnaire du Japon (JRCL), Conseil national des travailleurs internationalistes (NCIW)

Les textes complets des appels à la solidarité sont sur le site d'ESSF (articles 20666 et 20746).

Pour envoyer des dons

Chèques en euros seulement à l'ordre d'ESSF, à envoyer à : ESSF, 2, rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex, France

Banque :
Crédit lyonnais, agence de la Croix-de-Chavaux (00525)
10 boulevard Chanzy - 93100 Montreuil, France
ESSF, compte n° 445757C

Coordonnées bancaires internationales :
IBAN : FR85 3000 2005 2500 0044 5757 C12
BIC / SWIFT : CRLYFRPP
Compte au nom de : ESSF



Karachi, manifestation de soutien. (REUTERS/AKHITAR SOOMRO)

SUITE PAGE 8

Le nucléaire : une énergie marginale et en déclin

Avec le matraquage médiatique mis en œuvre par les industriels du nucléaire et par leurs serviteurs politiques, il est des réalités édifiantes qui passent inaperçues.

C'est le cas de la part du nucléaire dans la production énergétique mondiale dont le caractère dérisoire est systématiquement ignoré par les commentateurs.

Dérisoire car il ne représente que 2% de la consommation mondiale d'énergie : une part si ridicule que les discours qui nous garantissent le retour à l'âge de pierre en cas de sortie du nucléaire tombent d'eux-mêmes. Cette faible part, comparée au risque immense que cette industrie fait peser sur l'humanité, rend la revendication de sortie rapide du nucléaire totalement légitime.

Quant à la part du nucléaire dans la production de la seule électricité, elle a certes culminé à 17% dans les années 2000, (ce qui signifie que 83% de l'électricité mondiale était produite autrement) mais ne cesse de décroître depuis une dizaine d'années et ne représente plus que 13,4%.

Ainsi, l'énergie nucléaire est largement devancée dans le monde par les énergies renouvelables. L'hydro-électricité, sans en faire la promotion acritique, représente par exemple 20% de la production mondiale d'électricité.

La part du nucléaire peut-elle augmenter ?

C'est quasiment impossible et ce pour plusieurs raisons.

La première est que de nombreux réacteurs vont fermer dans les années à venir : plus de la moitié des 435 réacteurs en service dans le monde approchent de leur fin de vie. On estime que d'ici la fin de 2030, plus de 300 réacteurs seront arrêtés pour une puissance cumulée de 260 GW, soit plus de 70% du parc en activité à ce jour.

D'autre part, le déclin prochain de la production d'uranium pourrait conduire lui aussi à l'arrêt partiel de nombreux réacteurs. En effet, les réserves exploitables connues permettent de faire face à la demande actuelle pendant encore 50 ans maximum si aucun nouveau gisement n'est découvert.

Pourtant, d'innombrables reportages nous annoncent la «renaissance du nucléaire» et la construction de réacteurs partout dans le monde.

L'avenir n'est pas si radieux pour les VRP de l'atome, et après la catastrophe japonaise, cela risque encore de se compliquer. La Chine, par exemple, avait annoncé 40 nouveaux réacteurs

destinés à couvrir royalement 4% de ses besoins électriques, c'est-à-dire 0,7% de sa consommation d'énergie ! (les données sont quasiment identiques pour l'Inde). Or la Chine dispose de l'un des plus gros potentiels de production d'énergies renouvelables de la planète (une récente étude du gouvernement chinois estime que la seule énergie éolienne suffirait à couvrir tous les besoins en électricité du pays). Sous la menace directe de la contamination radioactive, les populations chinoises, qui ces derniers jours se sont ruées sur les comprimés d'iode, vont-elles accepter la mise en chantier de dizaines de réacteurs nucléaires dans les prochaines années ?

Aux USA, où l'atome représente 20% de l'électricité, soit moins de 4% de la consommation totale d'énergie, la majorité des 103 réacteurs américains va fermer d'ici 20 ans. L'atome y restera, dans tous les cas de figure, une énergie marginale. De plus, la crise financière mondiale ne favorise pas les lourds investissements que nécessite la construction de réacteurs nucléaires. D'ores et déjà, l'Afrique du Sud, qui annonçait pas moins de douze nouveaux réacteurs, a fait savoir que son programme était compromis. De même, le programme annoncé en Turquie est stoppé faute d'investisseurs.

Trop dangereux, inutile, ruineux, et de toute façon éphémère, le nucléaire n'est décidément pas une énergie d'avenir. Mais le puissant lobby qui la soutient fait prendre d'immenses risques à l'humanité. Nous ne pouvons donc pas nous contenter d'attendre sa mort naturelle !

En France, malgré tout...

Nos dirigeants, de gauche comme de droite, tout à leur dévouement au système et aux intérêts de la classe dominante, continuent de prétendre que l'avenir réside dans le développement et le renouveau de la filière électro-nucléaire.

Une analyse sérieuse renvoie tous les arguments avancés à des mythes ou des stratégies de marketing :

1- L'indépendance énergétique : il n'y a plus d'uranium en France. La totalité est importée et cause l'exploitation et l'esclavage des populations autochtones du Niger ou du Gabon.

2- La haute technicité française : l'EPR (réacteur nucléaire de troisième génération), présenté comme le fleuron de notre industrie, connaît les pires déboires sur les chantiers de Finlande et de Flamanville. Les retards s'accumulent et alourdissent considérablement la facture d'une technologie déjà hors de prix.

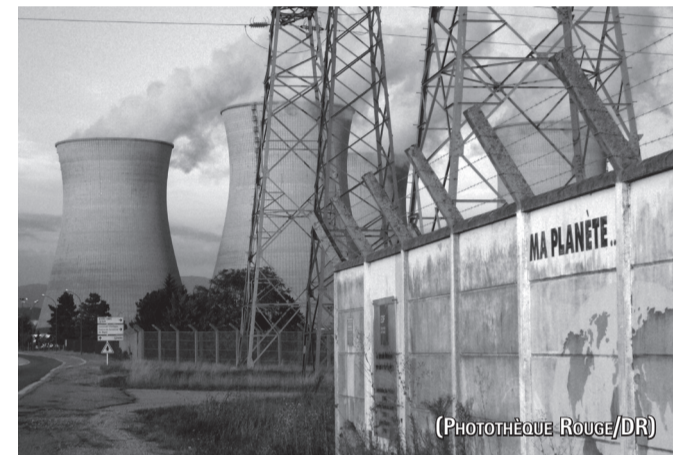
L'EPR a d'ailleurs été recalé par l'émirat d'Abu Dhabi au profit de réacteurs sud-coréens, révélant au passage à l'opinion française que son industrie nucléaire n'était pas la « championne » si souvent vantée.

3- L'électricité bon marché : après avoir prétendu pendant des décennies que le prix de l'électricité nucléaire était très bas, EDF, désormais obligée par la loi d'en vendre une partie à ses concurrents, reconnaît subitement que cette électricité est très chère à produire. Conclusion : la facture électrique des ménages va augmenter comme jamais dans les prochaines années.

4- L'électricité inépuisable : Superphénix qui a coûté plus de 10 milliards d'euros et qui était censé faire du nucléaire une énergie « recyclable » n'a jamais fonctionné, avec des pannes à répétition qui font courir un risque insupportable aux populations. On a fini par le fermer sans qu'il n'ait jamais été capable de produire le moindre kWh.

5- L'irremplaçabilité : des études argumentées, publiées par le Réseau Sortir du nucléaire, prouvent qu'à investissement égal, on sait d'ores et déjà produire ou économiser deux fois plus d'électricité avec la maîtrise de l'énergie et les renouvelables qu'avec le nucléaire.

6- L'impact sur l'effet de serre : avec les milliers de camions et les moyens qu'il faut mettre en œuvre pour extraire, acheminer, transformer le minerai, c'est déjà discutable ! Mais compte tenu de la faible part du nucléaire dans l'énergie mondiale, l'argument tombe à plat.



(PHOTO THÈQUE ROUGE/DR)

L'opposition au nucléaire



(PHOTO THÈQUE ROUGE/BABAR)

Le mouvement antinucléaire est né après la Seconde Guerre mondiale, à la suite des bombardements atomiques de Hiroshima et Nagasaki. Les considérations écologiques étaient à cette époque secondaires et la contestation centrée sur le nucléaire militaire.

En France, en 1945, Joliot-Curie, membre du PCF et découvreur de la réaction en chaîne conduisant à la fission, est nommé haut commissaire à l'énergie atomique. Il lance en 1950 l'appel de Stockholm qui visait à interdire la bombe nucléaire dans le monde.

En 1958, la première marche d'opposition aux armes nucléaires a lieu en Angleterre contre une usine de fabrication de missiles nucléaires.

Le Mouvement contre l'arme atomique (MCAA) est créé en 1963. Plus de 150 pays (à l'exception de la Chine et de la France) signent le « traité d'interdiction partielle des essais nucléaires » proposant l'arrêt des essais atomiques atmosphériques. Ce mouvement est notamment soutenu par des militants en rupture avec la SFIO et le PCF. Une autre organisation est créée par le PCF, le Mouvement de la paix contre la bombe atomique. Mais celle-ci est destinée à soutenir la politique étrangère de l'URSS et ne remet en cause que les bombes américaines et françaises. Plus généralement, à cette époque, toute la classe politique française fait preuve d'une belle unité scientifique, nationaliste et pro-nucléaire, tandis que se pratiquent de façon discrète des essais nucléaires dans le Sahara et en Polynésie française, loin de la métropole.

Années 1970 : l'opposition au « nucléaire civil »

L'apparition de sensibilités environnementalistes ouvre le débat sur les conséquences de l'utilisation de technologies comme l'énergie nucléaire. Les premières manifestations contre le nucléaire civil ont lieu à Fessenheim (1971), au Bugey, et contre Superphénix à Creys-Malville, sans donner lieu à la création d'un réseau structuré. Le mouvement de contestation se voit contrecarré par le premier choc pétrolier (1973) qui confirme le choix du nucléaire comme outil

d'indépendance énergétique. Les projets de construction de centrales envahissent alors tout le territoire.

L'été 1977 est marqué par le rassemblement du Larzac (50 000 personnes) et par la manifestation de 60 000 personnes contre Superphénix à Malville qui est sauvagement réprimée, causant des blessés graves et la mort d'un militant : c'est l'éclosion d'un mouvement antinucléaire autonome qui dénonce le nucléaire soutenu par une société policière à la solde du capital.

1979 : premier accident nucléaire majeur à Three Mile Island aux États-Unis avec la fonte du cœur d'un réacteur qui occasionne l'évacuation de 300 000 personnes.

Années 1980 : les déceptions de la gauche au pouvoir

Lorsque la gauche arrive au pouvoir, l'opposition à l'énergie nucléaire s'exprime sur des bases environnementales : pollution des rivières, accidents de réacteurs connus ou potentiels, fuites de produits radioactifs, stockage ou traitement des déchets radioactifs à long terme. Le projet de centrale de Plogoff, à la suite de très fortes mobilisations, est abandonné, mais pas le programme nucléaire français, contrairement aux déclarations électorales antinucléaires du PS. Le mouvement antinucléaire est le premier à s'opposer à la gauche au pouvoir qui cherche à récupérer ses principaux leaders pour le neutraliser. Le parti des Verts est créé en 1984, et de nombreux militants antinucléaires déçus par le comportement du gouvernement le rejoignent.

La catastrophe de Tchernobyl en 1986, deuxième grande catastrophe nucléaire, relance le débat et la lutte. En 1987, Didier Anger, antinucléaire historique des Verts, tente de structurer les luttes locales qui s'opposent aux nouvelles constructions pour faire émerger un « réseau pour un avenir sans nucléaire ». Dans le même temps, deux laboratoires d'analyses indépendants de radioactivité voient le jour : l'Arco et la CRI-RAD.

En 1997, Jospin offre aux Verts, nouvellement intégrés dans le gouvernement, une victoire politique en annonçant l'arrêt du Superphénix, en réalité un véritable gouffre financier ! Voynet donne en 2000 l'autorisation d'enfouissement des déchets radioactifs à Bure (Meuse) et met en route la recherche de nouveaux sites qui rencontre une opposition farouche des antinucléaires.

Le Réseau Sortir du nucléaire est créé dans la foulée de la fermeture de Superphénix à partir de comités antinucléaires locaux, de collectifs contre l'enfouissement de déchets, de

groupes locaux des Verts, d'associations environnementales, d'un groupe libertaire de Toulouse et de la LCR. 873 organisations sont aujourd'hui signataires de la charte du Réseau qui anime et coordonne la lutte et s'oppose à tous les nouveaux projets de l'industrie nucléaire en France comme à l'étranger (EPR, ligne haute tension, Iter...).

En Europe, l'Union mondiale pour la protection de la vie mène depuis 1958 des campagnes contre les centrales nucléaires. L'Autriche, la Suède (1979), la Belgique (1999) ont successivement renoncé à l'énergie nucléaire. En Allemagne (2000), sous l'influence des mouvements antinucléaires, les gouvernements ont décidé d'abandonner la filière progressivement et de ne pas construire de nouvelles centrales. Les transports de matières radioactives sont entourés de manifestations fortement médiatisées et d'un important dispositif policier, notamment ceux de l'usine Areva de La Hague vers le centre de stockage de Gorleben.

Le mouvement antinucléaire français s'est principalement construit autour de mobilisations locales, parfois massives, contre la construction des centrales. Une fois la France dotée d'un parc nucléaire conséquent, le mouvement antinucléaire a décru avec le nombre de chantiers de construction. Nous sommes aujourd'hui devant une échéance qui doit nous inciter à œuvrer pour la renaissance d'un mouvement combatif. En effet, de nombreuses centrales vont avoir 30 ans, durée de vie initialement prévue. Mais pour engranger toujours plus de profits, EDF souhaite prolonger de dix ans cette durée de vie. Le dramatique accident de Fukushima nous rappelle que le nucléaire ne sera jamais une industrie comme les autres. Nous devons donc refuser cet allongement de durée de vie et porter haut et fort la contestation contre l'énergie nucléaire en réclamant une sortie rapide de cette énergie mortifère.

Damien Joliton, Claude Kaiser et Catherine Faivre d'Arcier



(PHOTO THÈQUE ROUGE/FRANCK HOULGATTE)

ENQUÊTE

Refusons d'être empoisonnés !

À partir du livre-enquête de Marie-Monique Robin, Arte diffuse le documentaire Notre poison quotidien, sur les dangers des pesticides et produits chimiques que nous consommons chaque jour, pour le plus grand profit de l'industrie agro-alimentaire.

Tous les jours, nous absorbons du poison. Malheureusement, cette phrase n'est pas une métaphore puisqu'aujourd'hui, en consommant fruits, légumes, céréales et viande issus de la machine agro-industrielle, nous nous exposons quotidiennement à des produits chimiques qui sont loin d'être sans danger pour notre santé. La journaliste Marie-Monique Robin, après avoir publié *Le Monde selon Monsanto*, se penche sur cette question centrale de la qualité de nos aliments dans son enquête intitulée *Notre poison quotidien*. Quels impacts peuvent donc avoir ces produits toxiques pulvérisés sur nos fruits et légumes ? On vous dira évidemment qu'il n'y a pas grâce aux contrôles et à la législation en vigueur qui sont censés garantir des doses minimales... La dose. C'est donc ça la question. Si nous n'ingérons qu'une petite quantité, nous ne risquons rien. En rester là revient bien sûr à nier la dangerosité des produits et ce ne sont pas les exploitants agricoles, premières victimes des pesticides et insecticides, qui vous diront le contraire. Atteints de cancers, de leucémies, les agriculteurs commencent à parler après avoir bataillé pour que leur maladies soient considérées comme professionnelles par la Mutualité sociale agricole (MSA).

Silence et connivence

Si l'on y regarde de plus près et que l'on s'intéresse à la dangerosité des pesticides par exemple, on comprend très vite le problème. Le silence. Les fabricants communiquent peu, c'est le moins que l'on puisse dire. Et lorsque Marie-Monique Robin s'intéresse aux études sur certains insecticides, elle se heurte toujours à des données « non publiées », couvertes par la « protection des données » et dont elle obtient, au mieux, de larges résumés. Quand on sait que les décisions de l'OMS sont basées sur des études confidentielles fournies par les industriels, et que l'Efsa (Autorité européenne de sécurité des aliments) emploie des experts également salariés dans des entreprises utilisant des produits chimiques, on comprend mieux pourquoi si peu de produits chimiques commercialisés ont été testés... La journaliste ne se prive donc pas de dénoncer les conflits d'intérêts et les contradictions au sein de ces institutions de contrôle et de réglementation. Mais elle va plus loin en s'intéressant à des produits chimiques qui envahissent notre quotidien, à savoir l'aspartame et le bisphénol A. Concernant l'aspartame,

LE CHIFFRE DES CANCERS EXPLOSE



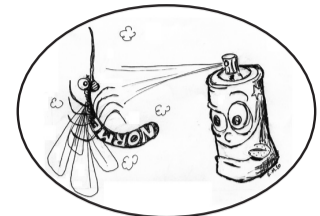
deux études auraient dû alerter les agences réglementaires nationales puisqu'elles révèlent que, ingérée toute la vie à petite dose, l'aspartame cause chez les rats des lymphomes, des leucémies et des tumeurs, d'autant plus si les rats sont exposés à l'aspartame pendant leur vie foetale. De quoi faire au moins naître un principe de précaution pour les enfants et les femmes enceintes. Et pourtant... Rien. Il en va de même avec le bisphénol A puisque les agences de contrôle s'accrochent toujours à la dose journalière acceptable de 0,05 mg/kg, alors que des centaines d'études montrent que le bisphénol A a des effets à des doses bien inférieures. Effets qui bien sûr sont minimisés et non pris en compte. Ce documentaire de Marie-Monique Robin est un pavé dans le petit monde de l'agro-industrie parce qu'il souligne très clairement que certains nous font prendre des risques. Au nom du progrès industriel, on accepte de s'exposer, d'une manière plus ou moins lucide, à toute sorte de produits nocifs. Peut-être ne serons-nous pas touchés directement. Peut-être pas. Peut-être aussi que les maladies dont nous souffrons sont déjà liées à certains de ces produits. Le bisphénol A pourrait être la cause d'une partie des cancers du sein ou des pubertés précoces, de l'obésité et du diabète... Mais quand aurons-nous la possibilité de

vérifier ces liens de causalité ? Le secret reste bien gardé mais de plus en plus de personnes cherchent des réponses. En attendant, il ne nous reste qu'à promouvoir une agriculture bio, favoriser les Amap et les associations qui vont dans le sens de la protection des consommateurs pour que chacun puisse reprendre le contrôle de ce qu'il trouve dans son assiette. Il est urgent de faire la lumière sur ces études toxicologiques et de rompre les liens entre les experts de réglementation et les entreprises qui utilisent ces produits. C'est une question de réelle indépendance. Et à ceux qui nous souffleront que la seule solution est l'agro-industrie, rétorquons que l'agro-écologie elle aussi permet de doubler les rendements tout en réduisant l'impact de l'agriculture sur le climat. Quant aux pesticides, il s'avère que si l'on interdisait de tels produits, nous économiserions près de 30 milliards d'euros par an. En effet, la pollution de l'eau, les maladies des agriculteurs et la détérioration des sols ont elles aussi un coût ! Prenons-nous le temps d'explorer sérieusement ces alternatives ? Notre santé en aurait pourtant bien besoin.

Coralie Wawrzyniak

Rediffusion du documentaire *Notre poison quotidien* le 26 mars à 14h30 sur Arte.

Normicides



Urineurs, urineuses de tous les pays, unissez-vous !

Il est temps de parler collectivisation, abolition des privilèges masculins et d'un avenir où tout le monde fera pipi et caca ensemble dans l'harmonie d'une société sans cabine. Vous l'avez compris : je veux parler des toilettes mixtes, voire des open-toilettes.

D'aucun peut constater que les toilettes publiques sont des lieux hautement sexués qui, de plus, favorisent les inégalités. 1/ Il y a toujours une queue plus longue pour les toilettes des filles. 2/ La situation est intolérable pour les personnes trans, intersexes, celles qui se sentent homme ou femme selon les jours... 3/ Les diverses installations sanitaires sont particulièrement adaptées aux hommes. 4/ Ces derniers n'hésitent pas à uriner hors des sentiers battus (j'ai vu plusieurs fois des individus uriner sur les sanisettes, je trouve ça assez étrange...).

Face à cette situation intenable et révoltante, je propose 1/ d'interdire les toilettes non mixtes. 2/ de développer les urinoirs unisexes (oui ça existe : <http://fr.wikipedia.org/wiki/Urinette>) et d'obliger les hommes à prendre la « position du skieur » beaucoup plus hygiénique. Bien entendu, il conviendra de passer par une phase de transition afin d'éliminer toute forme de parures (on en apprend des mots dans ce normicide !) qui se verra accrue par la non-mixité.

La question des toilettes est également cruciale pour les pays en développement : les toilettes (plutôt leur absence) tuent (avec les maladies). Les politiques de développement actuelles prônent le paiement des services élémentaires (eau, électricité) arguant de la « responsabilisation » des populations. Le problème n'est pas simple mais il mérite réflexion. Camarades, luttons ensemble pour un monde d'urinoirs unisexes, égalitaire, fraternel et sans queue !

Le normicide est un texte court qui raconte une expérience individuelle, donc subjective, sans prétendre au traitement exhaustif du sujet abordé. Il ne s'agit pas de créer des contre-normes, mais de déconstruire avec impertinence celles qui nous cernent, et d'inviter chacun·e à l'autodétermination. Soumis à la réflexion collective, il devient politique. Les textes sont retravaillés et assumés par l'équipe Normicides, c'est pourquoi ils ne sont pas signés individuellement.

Cher·e lecteur·trice, si toi aussi tu en as marre qu'on voie ton nez au milieu de ta figure, si tu ne veux plus culpabiliser quand tu ouvres ton frigo ou que tu oublies la fête des mères, bref si tu as repéré une norme qui te pourrit l'existence, ton témoignage est le bienvenu. Envoie-le à la rédaction de Tout est à nous ! qui le transmettra à l'équipe Normicides.

courrier Pour nous écrire, pour prendre contact : redaction@npa2009.org // NPA, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex

Le temps des léproseries. J.-L. G. (Isère) :

Dans un entretien accordé au *Dauphiné libéré*, le 30 décembre 2010, M. Cottalorda, maire PS de Bourgoin-Jallieu et vice-président du conseil général de l'Isère, a déclaré : « *Aucun crédit supplémentaire ne sera accordé dans le Nord-Isère pour l'hébergement des personnes âgées. Il n'y aura que des accroissements de capacités existantes comme à Diémoz.* » Les Jardins de Médicis, situés dans cette ville, font partie du groupe DomusVi Dolcea, dont le président du directoire affirmait dans *le Monde* du 25 décembre 2010 « *vouloir jouer un rôle citoyen et s'inscrire dans le cadre de la réforme de la dépendance.* »

À la suite de plusieurs AVC, l'état de santé de ma belle-mère, âgée de 86 ans, nous a amené à faire des demandes de place en Ehpad. Plusieurs dossiers ont été constitués. Dans le secteur public, il faut presque deux ans d'attente... À Diémoz, plusieurs places libres. Problème : ma belle-mère

est séropositive. Nous avons été reçus par la directrice : obligation de prendre une chambre seule (surcôt de 150 euros sur une facture de 2 500). Après quelques jours d'attente, la directrice nous a répondu ne pas pouvoir prendre la responsabilité de l'accueil de ma belle-mère. Elle devait en référer à sa direction. Un mois plus tard, un refus nous est spécifié et un établissement « adapté » conseillé...

Le temps des léproseries est revenu. Dans le même temps, l'ancien hôpital Pierre-Oudot, qui aurait pu être reconverti en unité de soins pour personnes âgées dépendantes, sera détruit et remplacé par une sénioriale entièrement financée par le privé.

Pacte social. M. B. (Seine-Saint-Denis) : Pacte social à la française = pacte capitaliste ? Quel drôle de façon de traiter les droits sociaux dans le n° 93, à propos de la mobilisation des précaires dans la presse ! Le CDI, les congés payés, le salaire

minimum, la sécurité sociale, pour ne prendre que ces exemples sont des acquis, des droits qui ont été conquis par les luttes des travailleurs, des salariés au cours du siècle passé. Le patronat n'a de cesse que de vouloir supprimer ces droits : c'est clair pour le CDI, par exemple, afin de généraliser, ce qui n'est pas encore le cas, le CDD, les contrats de mission, notamment.

Ce n'est pas parce que des salariés ne bénéficient pas de ces droits qu'il faut les considérer comme le produit d'un pacte capitaliste, d'un contrat entre organisations syndicales et Medef pour exclure les précaires de ces droits. Mais il est vrai qu'en permanence, le patronat et l'État essayent d'invalider ce qu'ils ont dû céder. Et le travail des militants est de lutter pour étendre ces droits à l'ensemble des salariés. Dans l'Éducation nationale, grande utilisatrice de personnels précaires, des luttes ont été menées dont certaines ont abouti, sous une forme ou sous une autre, à des

titularisations en grand nombre d'enseignants précaires, à l'époque maîtres-auxiliaires. Alors plutôt que de parler de « pacte capitaliste », revendiquons et mobilisons-nous pour l'extension à toutes et tous les salarié·es des droits sociaux.

Boycott. R. G. (Bouches-du-Rhône) : J'ai acheté le n° 92 et en dernière page, j'ai vu la manif du 26 février relative au boycott des colonialistes. J'applique ce concept car tous les pamplemousses qui viennent d'Israël ne sont pas forcément cultivés sur leurs terrains ; certains sont cueillis en Palestine et commercialisés par Israël. Par conséquent lorsque je lis Israël pour l'origine, le produit reste en stand-by sur l'étagère. Si tous les peuples faisaient la même chose, Tel Aviv se poserait des questions.

Nathalie Le Mel

Le 18 mars, jour du 140^e anniversaire du soulèvement de la Commune de Paris, une trentaine de Brestoises, militantes, élues de diverses sensibilités ont rendu hommage à Nathalie Le Mel, née Duval, dans la rue qui porte son nom à Brest. Au cours de cet hommage, Pierre Le Goïc, historien, a rappelé que d'autres villes avaient aussi connu une Commune, comme Montpellier et Brest, soulignant le rôle de syndicalistes courageux comme Constant Le Doré de l'arsenal de Brest. Mélanie Thépault et Françoise Daunay ont ensuite rappelé la vie d'exception de la Brestoise qui est devenue «communarde» et s'est opposée aux préjugés anti-féministes. Militante ouvrière, membre de la 1^{re} Internationale, révolutionnaire et féministe, elle a joué un rôle très actif dans la Commune de Paris. Syndicaliste, elle participe à des comités de grèves sous Napoléon III et arrache, après une grève de relieurs et relieuses, la parité des salaires féminins et masculins, avec l'aide de son ami Eugène Varlin en 1865. Elle crée avec lui le restaurant coopératif La Marmite qui se rend célèbre durant le siège de Paris en servant chaque jour des centaines de repas aux gens privés de ressources. Durant la Commune, elle est, avec Elizabeth Dmitrieff, la principale organisatrice de l'Union des femmes au sein de laquelle elle s'occupe surtout de questions sociales. Pendant la Semaine sanglante elle combat, entre autres, sur la barricade de la place Pigalle. Arrêtée, elle est condamnée à la déportation en Nouvelle-Calédonie où elle partage le quotidien de Louise Michel. Rentrée à Paris, elle vit de divers petits travaux. À la fin de sa longue existence, ayant perdu tout soutien matériel, elle meurt en 1921, aveugle, dans la misère, à l'hôpital d'Ivry, fidèle jusqu'à la fin à ses engagements. L'hommage s'est conclu par le fleurissement du panneau portant le nom de «Nathalie Le Mel 1826 - 1921», au-dessus du portait de la révolutionnaire entouré d'un drapeau noir et d'un drapeau rouge.



Les QP de Besançon se mobilisent

Samedi 19 mars à l'occasion de la journée d'action organisée par le collectif Sauvons l'école, une manifestation était organisée le matin pour alerter les habitants du quartier Planoise de Besançon. Plus de 300 parents directement concernés par les fermetures de classes, autant d'enfants, leurs enseignants ainsi que des habitants du quartier ont défilé dans les rues de Planoise. Une initiative assez rare dans ce quartier, qui s'est conclue par une prise de parole du maire (PS). L'après-midi, plus de 1 500 personnes ont défilé au centre-ville. Le NPA a distribué un tract dénonçant la politique de Sarkozy en matière d'éducation. Planoise est le principal quartier populaire de Besançon. Plus de 20 000 habitants vivent dans cette immense cité HLM, bordée de quelques petites maisons en périphérie. On compte cinq écoles primaires dans le quartier. Pour satisfaire l'appétit gouvernemental (16 000 postes supprimés dans l'éducation) l'inspection académique du Doubs prévoit la suppression de 9,5 postes d'enseignants. Pourtant la plus grande partie de ce quartier est classée Réseau ambition réussite, nouvelle dénomination des ZEP! Cette véritable saignée mobilise parents et enseignants, soutenus par les syndicats. La mobilisation, démarrée en janvier, ne faiblit pas. Elle rencontre celle qui se développe dans les collèges et lycées. Pour faire reculer le gouvernement sur les retraits de postes et sa politique de «réformes» destructrices de l'École, il faut suivre cette direction et construire le «tous ensemble».

Hommage

Notre camarade Jean-Claude Baillon nous a quittés brutalement le mardi 15 mars. Agrégé de philo, écrivain, scénariste, il s'engagea très jeune contre la guerre d'Algérie, fut l'un des fondateurs de la JCR dans la région de Nice, milita clandestinement dans l'Espagne franquiste, entre autres... Bien que diplômé, il avait choisi d'être scénariste et auteur, situation précaire d'un intermittent du spectacle. Il a repris des activités militantes à 60 ans, croyant dur à la recombinaison de la gauche. Il était ouvert et volontaire, pour entraîner les camarades, nouveaux et anciens, sur les terres en friche de la vallée du Loing, touchée par les licenciements et la relégation sociale. Dans notre département de Seine-et-Marne, il a été un moteur dans les mobilisations pour la défense des services publics (poste et hôpital) ainsi que pour les retraites, dont on peut dire qu'il a lancé les collectifs unitaires, respecté par tous les courants engagés. Personnage haut en couleurs, à la générosité aussi tonitruante que ses coups de gueule, il a milité pendant deux ans avec enthousiasme au sein du NPA qu'il décida de quitter lors du récent congrès en raison de désaccords politiques. Le «Grizzly de la vallée du Loing» manque déjà à tous ses camarades du NPA et d'ailleurs. Salut Camarade!

Comités NPA 77

Cantonales : résultats des listes du NPA

Le NPA a décidé département par département de sa politique pour ce scrutin et une grande majorité de comités a décidé de «passer un tour». De nombreux comités ont jugé que la campagne des cantonales n'était pas un point de passage obligé de la bataille politique globale. Au passage, la nécessité de financer localement les candidatures n'a pas été un facteur encourageant pour un parti qui ne roule pas sur l'or. Le NPA soutenait des candidatures dans environ 200 cantons sur près de 2 000 renouvelables. Il s'est présenté seul dans quelques 80 cantons et participait dans 120 les autres à des coalitions unitaires (accords de répartition, accords unitaires avec diverses formations à la gauche du PS). Ainsi 10% de l'électorat concerné (moins de 4% de l'électorat national) avait la possibilité de voter pour une candidature soutenue par notre parti. Impossible dès lors d'en tirer des leçons nationales limpides. L'autre difficulté réside dans les possibilités de comparaison avec un scrutin du même type. Il faut remonter à 2004. À cette époque, ni le NPA ni le Front de gauche n'étaient

constitués. La LCR était peu présente et Lutte ouvrière qui avait présenté plus de candidats à cette fois fait le choix de ne pas se présenter. Mais surtout, en 2004, les élections cantonales étant couplées avec les régionales et du coup, l'abstention était de 36% environ, soit 20 points de moins que cette année, ce qui est loin d'être négligeable. On note néanmoins quelques tendances. Les résultats sont décevants pour les comités du NPA qui se sont lancés. La moitié de nos candidats enregistrent entre 2 et 4%. Certains chiffres sont toutefois plus élevés, notamment dans des cantons où le NPA était représenté par une personnalité connue et implantée de longue date ou dans certains cantons, ruraux notamment, où l'abstention était nettement plus basse. Citons par exemple les candidatures d'Alain Laffont, conseiller municipal de Clermont-Ferrand, qui obtient 9,6%, celle de Christine Gaucher dans le Lot, 6,69%, ou d'Ignace Garay à Fumel, 5,18%. Il n'en demeure pas moins que, là où il était présent, le NPA n'a pu mobiliser les abstentionnistes qui sympathisent avec

ses idées. L'étude de l'Ifop sur les abstentionnistes montre ainsi que le NPA dispose d'une réserve électorale assez importante, notamment dans la jeunesse et les classes populaires, et peut espérer des scores bien plus importants dans des élections où la mobilisation de ces catégories de la population s'opère. Les coalitions unitaires auxquelles participait le NPA sous diverses formes ont enregistré des résultats plus importants, entre 6% et 18% et dans quelques cas au-delà. Dans l'Aude par exemple, Nadine L'Henoret, candidate du NPA avec un objectif de croissance comme suppléant, dans le cadre d'un accord de répartition avec le Front de gauche obtient, 16,29%. Denis Fric, du NPA, soutenu par le Front de gauche, la Fase et les Alternatifs, a obtenu 18,1% dans le 13^e canton de la Creuse. Les candidats du NPA, dans le cadre d'accords unitaires, obtiennent ainsi des résultats analogues à ceux des autres partis concernés par ces accords.

Fred Borras

Sur la frontière

Samy, 15 ans et demi, est mort poignardé. «Rires entre bandes» à Asnières et Gennevilliers, comme l'a dit la presse? On n'est pas dans une série télé américaine, où des groupes organisés se battent pour le contrôle d'un territoire et des trafics. Juste dans le monde capitaliste où des mômes qui se voient sans avenir, donc sans présent, s'inventent une identité autour de l'appartenance à un quartier, à une ville. Toutes les frontières sont absurdes, mais celle-là l'est particulièrement. Des jeunes des deux quartiers se retrouvent dans les écoles des deux villes. Leurs parents vivent les mêmes difficultés de chômage, de discriminations (dont celle liée au seul fait d'avoir son adresse dans un quartier difficile). Et c'est dans les deux villes que vient d'arriver la police «de proximité», la tension provoquée par cette présence policière est une des composantes de la situation. Le tableau est ici le même que dans tous les quartiers populaires: discriminations racistes, chômage; un jeune sur quatre sans emploi (un sur huit dans tout le pays); fermeture des usines,

qui étaient nombreuses à Gennevilliers et employaient beaucoup de ses habitants... No future. Il faut aussi parler de la casse de l'accueil de la petite enfance et de l'éducation nationale: l'inspection académique laisse chaque année des centaines de jeunes, pour la plupart sortant de 3^e ou n'ayant pas obtenu leur bac, sans affectation. Et les lycées des deux villes courent après l'image d'excellence et développent des filières fermées à la plupart des jeunes de ces quartiers. À Gennevilliers, on rejette depuis des années nos demandes de réouverture de la maison des jeunes et de lieux spécifiques dans les quartiers, où les jeunes seraient partie prenante de la gestion. La ville, dirigée par le PCF, a les moyens financiers de le faire, mais ne fait pas ce choix: «trop de risques à laisser des jeunes entre eux», on leur propose d'être «consommateurs» mais pas acteurs. Ça fait un bail que ça ne marche pas, et au final, pour «protéger les jeunes», les deux maires ont décidé un couvre-feu pour les mineurs à partir de 20 heures. C'est en fait dans la continuité de plusieurs actions pour demander plus

de policiers, et le tout donne un mauvais exemple aux villes de droite. Exemple au premier jour du couvre-feu: un jeune de 20 ans se fait contrôler, présente sa carte d'identité, est emmené au poste, en sort et... re-contrôle, re-poste! Les habitants sont mobilisés: 2 000 à un rassemblement, 100 dans deux réunions de quartier. Des voix prétendent que les familles doivent mieux contrôler leurs enfants et qu'il faut police municipale et caméras - ce qui existe déjà à Asnières... Beaucoup voient bien qu'il faut aller vers les jeunes, leur donner la parole (ils étaient bien sûr très peu dans ces réunions). Au contraire, le couvre-feu c'est encore plus de policiers et un hélicoptère qui tourne au-dessus du quartier, pas de quoi calmer la rue. Ce dont nous avons besoin, c'est de nos luttes contre le chômage, contre les suppressions de postes d'enseignants, contre la casse des services publics, de moyens pour les associations, pour la prévention et pas pour la répression.

Isabelle Guichard

Le 2 avril : mobilisation pour notre santé !

Le 22 janvier, lors de la réunion unitaire initiée par la coordination de défense des hôpitaux et maternités de proximité, un constat s'est imposé: avec la loi Bachelot et la mise en place des ARS, partout s'organise l'attaque contre le service public de santé dégageant le terrain pour les groupes financiers propriétaires des chaînes de cliniques privées. L'accès aux soins, d'une part, et les conditions de travail des soignants, d'autre part, se dégradent. Sous le prétexte d'activité insuffisante, des services, des maternités et des hôpitaux sont fermés ou regroupés mais, dans le même temps, le ministre Xavier Bertrand envisage des sanctions financières contre les hôpitaux qui dépasseraient un quota d'actes fixés annuellement! Il a également décidé une baisse de 0,5% du tarif des actes réalisés à l'hôpital public, histoire de renforcer un peu plus l'étranglement financier mis en place avec le système de la tarification à l'activité (T2A). En parallèle, Sarkozy annonce un chantier sur la dépendance. Les options de financement annoncées (assurance obligatoire à partir de 50 ans, exclusion de 50% des bénéficiaires de l'allocation personnalisée d'autonomie) ouvrent là aussi un marché pour les sociétés d'assurances



(PHOTO THÈQUE ROUGE/MARC)

individuelles et... une brèche dangereuse pour la Sécurité sociale. La nécessité d'organiser une première riposte a débouché sur un appel à mobilisation, partout, le même jour: ce sera le 2 avril. Un large front s'est depuis petit à petit constitué. Il rassemble à ce jour 60 organisations nationales et une centaine de locales ou régionales. Des partis, syndicats (Solidaires SUD, CGT, FSU, CFTC) associations (de malades, de médecins, de retraités, familiales, LDH, Attac) et collectifs locaux. Un tract «Santé en danger» a été élaboré, une affiche unitaire est sortie, ainsi qu'un lot d'autocollants. Les attaques contre le service public de

santé menacent en effet aussi bien ceux et celles qui en ont besoin que ceux et celles qui y travaillent. L'unité est donc indispensable. Après une phase de contacts unitaires dans tous les régions ou départements, des initiatives publiques sont aujourd'hui annoncées et se préparent activement. La liste est consultable sur le site de la coordination nationale des hôpitaux¹. Les militants du NPA prendront toute leur place pour assurer le succès de cette journée et présenter les réponses et propositions du NPA.

Roland Foret

1. www.coordination-nationale.org

Les Richard ont des crocs

Les salariés de l'entreprise Richard-Ducros, à Alès (Gard), sont menacés de licenciement, à la suite de ce qu'on essaye de faire passer pour une erreur de diagnostic.

Olivier Besancenot, à la demande du comité NPA Alès-Cévennes est venu soutenir ces travailleurs en lutte le mardi 18 mars. Il a longuement échangé avec les représentants du personnel, les assurant du soutien inconditionnel de notre parti et invitant à constituer un large comité de soutien.

L'unité de production d'Alès embauche près de 300 emplois (intérimaires compris). Richard-Ducros figure parmi les six premiers constructeurs métalliques français et bénéficie d'une excellente réputation sur le plan industriel.

Cela explique sans doute que Clément Fayat, PDG du groupe qui porte son nom et 34^e fortune de France (1,2 milliard d'euros), ait voulu acheter l'entreprise. Coutumier des stratégies de croissance externe par la prise de contrôle de concurrents, on peut difficilement croire qu'il ait procédé à cette acquisition sans s'être assuré qu'il faisait une bonne affaire (en déboursant la très modique somme



Olivier Besancenot avec les Richard-Ducros. (DR)

de 3 millions d'euros).

Or, s'il reconnaît avoir commis une erreur en rachetant l'entreprise, il ne voit pas d'autre solution pour la corriger que laisser le tribunal de commerce trouver des repreneurs. On est stupéfait de mesurer l'absence totale de respect pour les salariés et pour leurs représentants. On note d'ailleurs que la productivité des Richard-Ducros n'était pas inférieure à celle du groupe au moment du rachat. Mais Fayat n'a jamais mis les pieds dans cette entreprise et se moque totalement des conséquences de son « erreur d'estimation ». L'idée qu'elle implique d'engager sa responsabilité en consacrant à Richard-Ducros ne serait-ce que dix fois le peu qu'elle lui a coûté, alors que son groupe dispose d'un fonds

de roulement de 780 millions d'euros, ne lui vient pas même à l'esprit.

Dans l'hypothèse qu'aucun repreneur ne soit en mesure de reprendre l'activité, le processus habituel conduirait à une mise en liquidation. Aucun document n'ayant été communiqué au comité central d'entreprise, on ne connaît pas l'étendue du passif, des dettes qu'aurait l'entreprise. Mais s'il s'avérait que le rapport est finalement moins défavorable qu'on ne le laisse entendre, qui pourrait bénéficier de cette opération d'élimination d'un concurrent dont la clientèle était et reste précieuse? Pas les salariés bien sûr, mais probablement quelqu'un ayant des moyens. Le 22 mars, à l'invitation du NPA, du POI et de Riposte

communiste, tous les partis qui se réclament de la défense des salariés se réuniront à la Bourse du travail d'Alès pour constituer une structure unitaire de soutien aux Richard-Ducros.

Après la manifestation qui avait réuni près de 3 000 Alésiens le 5 février, une autre est prévue le samedi 26 mars à 10 heures au départ de la mairie d'Alès. Le comité de soutien en cours de création mobilise, afin que la pression sur les autorités à tous les niveaux oblige le groupe Fayat à respecter ses engagements en rendant leur dignité à des centaines de travailleurs qui ont fait la richesse de cette entreprise et la fortune de ses dirigeants.

Georges Pons

Ford Blanquefort: le bras de fer continue

Ford n'avait pas tout prévu. Contrainte par une longue mobilisation, elle rachète fin 2010 l'usine dont elle s'était débarrassée 20 mois auparavant, sans avoir défini ce qu'elle en ferait. Son premier geste est donc la mise en place d'un plan de 336 suppressions d'emplois: uniquement des départs volontaires (préretraites notamment) histoire de mieux faire passer la pilule, de banaliser l'opération, en essayant de diviser le personnel et en s'appuyant sur l'écoeurement des salariés pressés de partir.

La direction l'a joué trop « facile ». Elle bricole un document, présentant un plan de sauvegarde de l'emploi (PSE) bâclé, incohérent, dangereux pour l'avenir de l'usine. Alors que Ford promet de l'activité (« du travail pour tous ceux qui veulent ») il n'y a aucun engagement ferme pour l'après 2011, date de fin de la production actuelle.

L'équipe CGT dénonce ce PSE: les 336 départs (25% de l'effectif) ne peuvent que fragiliser le site, laissant partir du savoir-faire sans garantir du travail pour ceux qui restent, le danger étant que Ford prépare la fin du site. En plus des

exigences sur l'arrivée d'un vrai projet « structurant », sur la réintégration de l'usine dans le plan de production Ford, la CGT défend des conditions de départ décentes pour les anciens (1 500 euros minimum, 75% des salaires) essayant de conserver les liens entre générations. Nos convictions emportent les hésitations. La mobilisation contre le PSE se construit pour renforcer la pression. Le 4 mars, à l'appel de la seule CGT, 130 grévistes envahissent la salle où se tient la réunion du comité d'entreprise (CE) pendant la deuxième réunion de consultation sur le PSE. Tout est filmé par les médias régionaux. La direction est mise en difficulté. Dans la foulée, l'intersyndicale se reconstitue autour d'une plateforme commune: garantie des emplois, pérennité du site et amélioration des conditions de départs des anciens. Le 15 mars, plus de 500 grévistes participent à une audioconférence avec Ford Europe, à la suite d'un ultimatum des syndicats. Ford répond à côté et baratine; le 17 mars, une journée de blocage de l'usine est bien médiatisée: plus de 300 grévistes, une journée sans camion, une réunion PSE envahie par les salariés... La direction s'enlise. Face

à des syndicats unis, elle subit plusieurs échecs. Le CHSCT vote une expertise pour analyser l'impact du PSE sur la santé des salariés et refuse de donner un avis sur le PSE. Le CE étant en droit d'attendre l'avis du CHSCT pour donner le sien, la finalisation du PSE est largement repoussée. La direction, énervée et agressive, n'a plus la maîtrise totale. Ce qui aurait dû passer tranquillement devient un casse-tête. Le délai obtenu doit fournir aux syndicats, aidés par des experts économiques et une avocate, de convaincre les salariés de continuer à se mobiliser pour changer la donne.

Depuis, comme par hasard, les événements se précipitent: une future transmission automatique pourrait être fabriquée ici et des ingénieurs américains viennent fin mars en étudier la faisabilité. Le projet pourrait être validé en avril par la Ford Motor Company. Ford doit garantir l'avenir du site avant le bouclage du PSE. Une opération de blocage de l'usine durant plusieurs jours est également à l'étude... si les engagements ne viennent pas. Le bras de fer continue.

Correspondant

brèves de campagne...

Grève des municipaux à Argenteuil.

Le personnel d'une municipalité, c'est un peu la classe ouvrière en miniature: des métiers et des profils très divers, bibliothécaires, agents de voirie, jardiniers, dames de service des écoles, personnel administratif... Mais les problèmes rencontrés par les employés de la ville d'Argenteuil se rejoignent sur les grandes lignes: manque de personnel, précarité, harcèlement moral, etc. Alors quand 400 d'entre nous se sont réunis en AG à l'appel de la CGT, le sentiment que l'action commune était nécessaire a vite été gagné et la grève fut décidée. Beaucoup avaient en mémoire la lutte de 2008, où trois jours

de grève avaient permis certaines avancées contre l'emploi précaire. Cette fois-ci le maire PS Philippe Doucet montra tout le mépris dans lequel il tenait ses salariés en prenant bien garde de nous rencontrer, et même de réapparaître en mairie durant le reste du conflit. Après une première suspension le 16 mars, une nouvelle AG décidait la reprise de la grève, avec l'entrée dans la lutte des animateurs de centres de loisirs. C'était la première fois dans l'histoire de la mairie qu'un tel mouvement avait lieu dans cette partie du personnel, très précarisée, qui a fait montre d'une combativité remarquable - la plupart des centres de la ville étaient fermés.

Le manque d'expérience des luttes a aussi son revers: une manœuvre de la mairie a désolidarisé la plupart des animateurs du mouvement, qui s'en trouva affaibli. Malgré une combativité maintenue par environ 150 d'entre nous jusqu'au 18 mars, il a fallu se rendre à l'évidence: le maire ne comptait nous traiter que par le mépris et les collègues pourtant largement solidaires étaient trop peu nombreux à prendre une part active à la lutte. Mais le combat ne fait que commencer: des contacts ont été pris et des processus mis en route qui rendent possible un nouveau mouvement à brève échéance.

Correspondant

S'abonner à Tout est à nous!

Par prélèvement automatique

Cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire **accompagné d'un RIB** à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard

- Hebdo (14 euros/trimestre)
- Hebdo + Mensuel (25 euros/trimestre)

Tarif jeunes/chômeurs/précaires

- Hebdo (10 euros/trimestre)
- Hebdo + Mensuel (19 euros/trimestre)

J'autorise, par la présente, l'établissement teneur du compte à prélever sur ce dernier le montant des avis de prélèvements trimestriels établis à mon nom, qui seront présentés par :

ORGANISME CRÉANCIER :
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication (NSPAC)
2, rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex
Numéro spécial d'émetteur : 554755

Titulaire du compte

Nom :
Prénom :
Adresse :
Code postal :
Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter

CODE ÉTABLISSEMENT CODE GUICHET
N° DE COMPTE
CLÉ RIB
Date :
Signature :

Établissement teneur du compte

Banque :
Adresse :
Code postal :
Ville :

Par chèque, à l'ordre de : NSPAC
2, rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM

Tarif standard

- Hebdo 6 mois 1 an
28 euros **56 euros**
- Mensuel 6 mois 1 an
22 euros **44 euros**
- Hebdo + Mensuel 6 mois 1 an
50 euros **100 euros**

Tarif jeunes/chômeurs/précaires

- Hebdo 6 mois 1 an
20 euros **40 euros**
- Hebdo + Mensuel 6 mois 1 an
38 euros **76 euros**

ÉTRANGER

Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31
ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org



Et pendant ce temps, on meurt toujours à Gaza.

Mardi 22 mars, au moins cinq Palestiniens dont trois jeunes de 12 à 17 ans, qui jouaient au football, sont morts à la suite de tirs de mortiers par l'armée israélienne. « Nous appelons toutes les parties à faire preuve de la plus grande retenue afin d'éviter toute escalade des violences dont l'histoire récente a montré qu'elle pouvait avoir des conséquences désastreuses », a déclaré un porte-parole du ministère des Affaires étrangères français. La « Communauté internationale » ne semble pas plus émue que ça...

Des centaines de morts en Côte d'Ivoire. Alors que l'ONU a donné son accord pour intervenir en Libye, la situation n'est toujours pas réglée en Côte d'Ivoire, depuis le 28 novembre dernier, date de l'élection. Aujourd'hui, Gbagbo utilise des armes lourdes contre les civils à Abidjan. Selon les soutiens d'Alassane Ouattara, 832 personnes auraient déjà péri.

Accord sur les non-titulaires: attention arnaque! Ce mercredi 23 mars a lieu à Paris la dernière mobilisation avant la date butoir du 31 mars fixée pour la signature par les organisations syndicales de l'accord pompeusement appelé: « accès à l'emploi titulaire et amélioration des conditions d'emploi ». Si le « contrat de projet » a été retiré, il s'agit en fait d'inscrire dans le marbre de la loi la généralisation des emplois contractuels en échange de la titularisation de 40 000 actuels

précaires (67% de femmes) et de 100 000 CDI au rabais, sur 1 million de non-titulaires. Les hésitations « historiques » sur la titularisation hors-concours ou sur l'accès des étrangers à la fonction publique et la marginalité syndicale des non-titulaires n'ont pas favorisé une mobilisation qui aurait pu permettre des avancées significatives. Le chantage supplémentaire à la participation aux futures négociations sur les conditions de travail ou sur l'emploi des catégories non concernées par l'accord rajoute aux hésitations des organisations syndicales. Le rejet de cet accord doit être le signal envoyé au gouvernement que nous ne renonçons ni à lutter contre les suppressions d'emplois dans la fonction publique ni à défendre le statut de ses salariés. Pour résorber la précarité, permettre le maintien en poste de tous les non-titulaires, ce sont des centaines de milliers de postes de titulaires qu'il faut créer.

Recherche: non à la RGPP!

La Révision générale des politiques publiques (RGPP) est conduite à marche forcée par le gouvernement. L'objectif est de modifier en profondeur le fonctionnement des services de l'État afin de diminuer les déficits publics et d'améliorer leurs « performances ». Cela passe par la diminution du nombre de fonctionnaires (150 000 sur cinq ans) et la compression de 10% des dépenses de fonctionnement et d'intervention. Cela passe également par la généralisation du contrôle des agents (évaluations, audits...), de la rémunération au mérite et de la mobilité (y compris entre ministères).

Ces réformes sont à mettre en relation avec l'explosion de la précarité dans la fonction publique, institutionnalisée par le projet de loi Tron en cours de négociation avec les organisations syndicales: d'une part on diminue les moyens, d'autre part on précarise et on met une pression croissante sur les travailleurs de l'État. Dans les organismes de recherche (CNRS, Inra, Inserm...), comme dans d'autres secteurs de la fonction publique (directions départementales, tribunaux, ANPE/Assedic...), diminuer les coûts passe par des restructurations profondes. Un audit a eu lieu dans les délégations régionales (administration) et se poursuivra dans six mois dans les laboratoires. L'objectif est de recenser les tâches précises effectuées par les agents, d'évaluer leur efficacité pour rationaliser l'organisation des services. Les fonctions supports (gestion, comptabilité, ressources humaines) vont être regroupées dans des plateformes, dématérialisées pour une partie d'entre elles (logiciels de gestion), parfois fusionnées avec les universités ou sous-traitées à des entreprises privées (informatique). Plusieurs délégations régionales vont fermer. Au total, l'intersyndicale estime à 4 000 le nombre de postes qui seront supprimés au CNRS. Moins de moyens pour le service public, des conditions de travail qui vont fortement se dégrader pour les travailleurs du secteur, voilà la finalité des réformes gouvernementales! Le 31 mars, l'intersyndicale appelle à un

Le chiffre

10 millions

C'est le nombre d'immigrés dont aurait besoin l'économie française selon Valérie Rabault, économiste. En effet, pour régénérer la population et permettre à l'économie française de conserver sa capacité d'innovation et pérenniser son système de protection sociale, il faudrait un flux de 300 000 immigrés par an, soit 10 millions de personnes d'ici 2040. Selon les projections de l'Insee, 26% des Français auront plus de 65 ans en 2040. Ainsi, si l'on ne modifie pas la politique d'immigration, notre économie en pâtirait. De quoi tordre le cou aux idées reçues sur l'immigration, à la politique menée par Sarkozy et aux thèses racistes et xénophobes du FN.

rassemblement devant le siège national et les délégations régionales du CNRS. Un préavis de grève est déposé. Des assemblées générales s'organisent partout. À nous d'en faire une étape importante dans la construction d'une mobilisation de l'ensemble des travailleurs de la recherche afin de stopper la casse de nos conditions de travail, de l'emploi et de la recherche publique.

L'assemblée nationale vote la réforme de la psychiatrie. Malgré les mobilisations et les dénonciations des professionnels, l'Assemblée nationale a adopté, en première lecture, la loi sécuritaire sur la réforme de la psychiatrie. (Voir *Tout est à nous!* n°93).

Mieux vaut tard que jamais. Par un arrêt du 11 mars, la cour d'appel de Versailles vient de reconnaître que dix-sept mineurs avaient été licenciés illégalement pour fait de grève en... 1948! Elle a débouté les Charbonnages de

France qui avançaient l'argument de la prescription, précisant que le délai de 30 ans ne s'appliquait qu'à partir du moment où la discrimination était connue. Le site de RaDAR publie un article de la IV^e Internationale, rédigé en 1949. www.association-radar.org

Fin de la grève chez Mondadori. La grève entamée par les salariés de la filiale française du groupe Mondadori (Grazia, Télé-Star, Closer) s'est achevée le 21 mars. Les salariés ont accepté les propositions de la direction, soit des augmentations de 1,35% à 4,1% applicables à 70% des salariés correspondant à une augmentation de 2,66% de la masse salariale. Ils ont aussi obtenu une prime d'intéressement de 300 euros.

19 MARS Sauvons l'école!



Besançon, quartier de Planoise, le 19 mars. Enseignants, parents et élèves ont défilé dans ce quartier populaire pour protester contre les fermetures de classes (voir aussi page 10). (DR)

“ NO COMMENT ”

Heureusement qu'il était là. Parce que le monde entier s'apprêtait à contempler à la télévision des massacres commis par le colonel Kadhafi, heureusement, le président a pris la tête de la croisade pour mobiliser le Conseil de sécurité des Nations unies et puis la Ligue arabe et l'Union africaine.

CLAUDE GUÉANT, LE FIGARO.FR ”

TOUT est à nous!
hebdomadaire du Nouveau Parti anticapitaliste
Rédaction: 01 48 70 42 27
Diffusion: 01 48 70 42 31
Administration: 01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil
Mail: redaction@npa2009.org
Numéro ISSN: 1969-8178
Commission paritaire: 0414 P 11508
Tirage: 6 500 exemplaires
Société éditrice: Nouvelle Société de presse,

d'audiovisuel et de communication (NSPAC)
SARL au capital de 3500 euros (durée 60 ans)
Gérant et directeur de publication:
François Coustal
Impression:
Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél.: 01 48 70 42 22
Fax: 01 48 59 23 28
mail: rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®